l'unité

N° 105 -3F L'hebdomadaire du Parti socialiste 5 au 11 Avril 1974



MORT D'UN PRESIDENT

La mort de Georges Pompidou a pris de court aussi bien le monde politique que l'ensemble des Français. Et pourtant elle n'a vraiment surpris personne. Quelques heures plus tôt, l'Elysée avait annoncé que le président de la République avait annulé tous ses engagements. Les députés qui avaient retrouvé ce jour-là le Palais-Bourbon sentaient bien qu'il se passait quelque chose de grave. Ceux de la majorité ne dissimulaient pas leur inquiétude. Aucun en tout cas ne paraissait avoir été convaincu par les curieux propos d'Alexandre Sanguinetti, proclamant devant les instances dirigeantes de l'U.d.r. que la maladie n'empêchait pas de gouverner un pays.

La maladie de Pompidou datait déjà de deux ans au moins. Elle avait fait ces dernières semaines des progrès foudroyants. Si l'on ne peut que s'incliner, comme l'a fait dès mardi soir le secrétariat du Parti socialiste, devant la force de caractère dont il a fait preuve et la dignité avec laquelle il a voulu assumer sa tâche jusqu'au bout, il était évident pour tous qu'il lui serait impossible d'aller au terme de son mandat. Un récent sondage avait indiqué que la moitié des Français étaient convaincus que des élections présidentielles auraient lieu avant la fin de cette année. Toute la vie politique du pays était suspendue à cette hypothèse. Elle s'est simplement précipitée.

La mort d'un président est toujours lourde de conséquences. Elle l'est plus encore dans la France de la Ve République où tous les pouvoirs — ceux que lui donne la Constitution et ceux que de Gaulle, puis Pompidou se sont arrogés — sont concentrés entre les mains du chef de l'Etat. Et la Constitution n'accorde qu'un bref délai pour organiser une succession qui continuera à déterminer la vie nationale pour sept ans, puisque le défunt président n'avait pu réussir à mener à bien son projet de réduction de la durée du mandat présidentiel.

Ce bref délai fait que si, à l'heure de la mort, il convient de faire cesser le débat politique, celui-ci doit nécessairement reprendre une fois terminées les cérémonies d'hommage. Pour ce débat, la gauche est prête et, dès la semaine prochaine, elle fera entendre sa voix avec toute sa force et toute sa cohésion. Les Français doivent, en effet, être clairement avertis de l'importance — ils le savent — et de la nature — on essaiera à nouveau de les tromper à ce sujet — du choix qu'ils vont avoir à faire avant un mois.

Le premier élément de ce choix réside dans le bilan de ce qui a été accompli. Le candidat de la majorité qui briguera la succession de Pompidou et qui se réclamera de lui devra assumer ce bilan. Nous en rappelons dans les pages suivan-

CLAUDE ESTIER

(Suite en page 2)

CINQ ANNEES DE POUVOIR

Fausses manœuvres et occasions manquées

Quand Georges Pompidou arriva à l'Elysée, toute la classe politique s'exclama : « Bien joué ». L'annonce de sa candidature à Rome, l'échec du général de Gaulle au référendum sur les régions et le Sénat, le ralliement de Giscard d'Estaing qui le préféra finalement à Alain Poher et une gauche désunie : Pompidou avait su mettre tous les atouts de son côté. Et puis, il était l'homme qui avait sauvé le navire dans la tourmente de Mai, le Premier ministre qui avait su gagner les élections de juin 1968. Pour le patronat et la droite, il devait être l'homme qui saurait concilier l'héritage du gaullisme et la nécessité moderniste. Il avait presque tout pour lui. Il ne lui restait plus qu'à gouverner.

Dès qu'il arriva à l'Elysée, les choses furent claires : il n'y aurait plus de « domaine réservé ». Pompidou voulut non seulement être le président de la République, mais en rester aussi le Premier ministre. Du temps du Général, sauf pour la politique étrangère et l'Armée, l'Elysée laissait le plus souvent le Premier ministre agir. Le cabinet de De Gaulle n'intervenait pas dans la politique quotidienne. Il écoutait les doléances, transmettait les ordres et satisfaisait aux demandes du Général. Avec Pompidou, le cabinet du président de la République prit l'habitude d'intervenir partout et de mener sa propre politique. Pierre Juillet et Marie-France Garraud devinrent vite les personnages-clefs. Cette confusion permanente des pouvoirs amena aussi la chute de Jacques Chaban-Delmas. Et la promotion du pâle Messmer en fut l'ultime conséquence.

Certes, le renvoi de Chaban-Delmas s'effectua dans une apparente tradition gaulliste. Sans contrainte parlementaire, sans explication véritable donnée au pays. Ce départ pourtant ne fut pas le fait de la volonté d'un homme qui avait décidé de trancher, mais le résultat des manœuvres d'un clan, celui de Juillet, en même temps que le produit des rancœurs de l'U.d.r. Et quand Pompidou décida de se séparer de Chaban-Delmas, il avait trop longtemps contemplé ces petits jeux pour qu'ils ne rejaillissent pas sur lui.

Jamais Pompidou n'a su fixer la vie politique, la canaliser entre des dates fixes. Son indécision, les bagarres des clans n'ont fait qu'accélérer ce phénomène. Déjà, pour les élections législatives de mars 1973, les rumeurs durèrent une année. On parla successivement de les avancer à l'été, puis à l'automne 1972. La maladie de Pompidou donna à ces bruits une nouvelle consistance. La guerre de succession n'a jamais cessé pendant ces années où il occupa l'Elysée.

Car Pompidou s'est montré incapable de développer une idéologie de son régime. Incapable d'expliquer clairement sa politique. Gouverner, c'est aussi occuper l'espace politique. Avec le référendum sur l'Europe, il créa, pour une fois, la surprise. Mais, ce fut un demi-échec. Jamais il n'arriva à occuper

→

tes les principaux aspects tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur. Au-delà des slogans que les grands moyens d'information dont dispose le Pouvoir vont asséner aux citoyens dans les trois ou quatre prochaines semaines, la somme des échecs, des erreurs, des contradictions, des promesses non tenues pèsera lourd au passif de ce bilan.

Georges Pompidou avait hérité lui-même d'une succession difficile. En dépit de ses incontestables qualités propres, il lui avait toujours été malaisé de l'assumer pleinement. « Georges Pompidou m'intrigue, écrivait François Mitterrand dans ce journal il y a exactement trois mois. Je sens qu'il s'exaspère à l'idée d'un destin qui serait ordinaire. Il a l'ambition plus haute que son fauteuil où, il faut le dire, il s'est assis sans se baisser. Mais tout ce qu'il touche s'effrite... Lui qui a mis son orgueil à forcer les portes de l'Histoire, il s'irrite, il s'inquiète de tant d'obstacles avant d'arriver nulle part. D'une carrière prodigieusement facile jusqu'à l'élection de 1969, il reste quoi ? Encore quelques pincées de temps. »

Le temps est passé, Pompidou est mort. L'Histoire jugera. Elle en aura le temps. Pour les Français les choses iront plus vite. Ils n'ont que quelques semaines pour dire s'ils veulent garder la même politique ou en changer. C'est cela aussi, la mort d'un président.

C.E.

J'éprouve un sentiment de compassion devant la rigueur du destin qui frappe Georges Pompidou, devant la peine de sa famille, de ses proches, de ses amis.

Le président de la République est mort en restant fidèle à lui-même et à sa conception du devoir. Il est important qu'un homme public offre à son pays cette valeur d'exemple. Il sera temps demain de reprendre le combat politique, chacun à sa façon, et de tirer les leçons de douze ans de gouvernement.

Aujourd'hui, il convient de se recueillir et de réfléchir à ce qui sera bon pour la France.

François Mitterrand
mercredi 3 avril

Sommaire

6 POLICE : LE SYSTEME CHIRAC, PAR NICOLAS BRIMO. 70 % D'AGENTS MARXISTES.

9 GREVES : UN COUP D'ACCELERATEUR, PAR MICHELE BACKMANN.

11 CHANGER LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE

12 VIETNAM DU SUD : UN DICTATEUR AUX ABOIS, PAR MARC TELLIER

13 LUXEMBOURG : DE SPLENDIDES ISOLEMENTS, PAR CLAUDE FUZIER
GRANDE-BRETAGNE : LA BATAILLE POUR CONCORDE, PAR ELISABETH READING

14 CHANGER LA VIE QUOTIDIENNE

15 ENFANTS : L'AVENTURE EST SUR LE TERRAIN, PAR JOSETTE BARBIERI

16 LIVRES : L'ANTI–LACOMBE LUCIEN, PAR NICOLAS BRIMO

17 CHANGER LA VIE CULTURELLE

18 LOGEMENT : UN TOIT A PRIX D'OR, PAR JEAN-LOUP REVERIER

la scène politique par la magie du verbe, à créer des situations politiques et à les exploiter. Un exemple : les élections législatives de mars 1973. Au centre du débat : le programme commun, arme de la gauche unie et cible de la majorité. En face, pas grand-chose. Qui se souvient encore du programme, vite et mal ficelé, de Provins ?

De même, lorsque les secousses s'accéléraient et que les scandales éclataient les uns après les autres, Pompidou aurait pu frapper un grand coup, distribuer les sanctions et parler nettement. Il choisit d'abord le silence. Quand il se décida à intervenir publiquement, il le fit trop tard et en termes trop vagues pour marquer l'opinion. Pourtant, ces scandales ne touchaient pas des personnalités de second ordre ou des troisièmes couteaux du Sac.

Il y avait, chez Pompidou, le souci de rassurer « la France de toujours », du goût pour les formules sur l'ordre et la famille qui plaisent aux électeurs de droite. Il aimait se comporter à l'égard de la politique « comme un paysan à l'égard de la terre ». Mais cette France appartient aujourd'hui au passé. Elle ne représente plus suffisamment de votes pour qu'un Pouvoir puisse s'appuyer sur elle. Alors, il fallait sans cesse que Pompidou mélangeât ce langage avec un autre langage, destiné lui à la bourgeoisie moderniste, à celle qui profite de l'expansion, à celle qui souhaite d'autres mots pour consolider son pouvoir. Pompidou ne sut pas les dire. Là aussi, il y eut confusion.

Un néo-radicalisme "social"

A travers le R.p.f., puis l'U.n.r., de Gaulle avait voulu rassembler les Français, par dessus les frontières des classes sociales, à travers celles des partis. François Goguel, professeur de sciences politiques, pense que l'on peut évaluer entre 2 700 000 et 3 millions le nombre d'électeurs de gauche du 2 janvier 1956 qui ont voté pour de Gaulle en décembre 1965 : ces chiffres montrent que, grâce notamment au poids de sa propre personnalité et à une politique étrangère sinon progressiste du moins « non conformiste », il avait réussi à rassembler un électorat qui n'était pas formé que de conservateurs.

Celui de Georges Pompidou, en revanche, a glissé vers la droite au fil des années. La crise de mai 1968, qui l'a indirectement porté au pouvoir, révélait les nouveaux déséquilibres créés dans la société par la mutation industrielle décidée par la technocratie gaulliste. Elle révélait, en effet, tout à la fois, l'insuffisance du rythme d'augmentation des salaires, l'inadaptation du système d'ensei-



Georges Pompidou avec le général de Gaulle



Avec Pierre Juillet.



A Aurillac (Cantal).

Avec Chaban-Delmas et Giscard d'Estaing.



gnement, la contestation des méthodes de commandement et d'administration par une partie des cadres.

Première conséquence : les états-majors économiques se rendent compte que l'on ne peut gouverner un pays où les salariés représentent près de 80 % de la population active sans chercher la concertation avec les syndicats. Ce sera le rôle de Jacques Chaban-Delmas. Va-t-il trop loin ? Certains gaullistes le pensent. Ils redoutent que les discours « modernistes » de Chaban-Delmas ne leur fassent perdre les gros bataillons de la droite. Qu'en définitive, pour récupérer les marginaux qui peuvent faire les victoires, on n'abandonne pas le gros des troupes sans lequel il n'y a pas de combat possible. Dans l'Assemblée élue en 1968, il y a 32 chefs d'entreprise, 48 membres des professions médicales, 31 avocats et notaires, 17 commerçants, 14 propriétaires fonciers et... un ouvrier.

Et encore tous ces gens-là se situent-ils dans les secteurs les plus conservateurs de leurs professions respectives. Le « spectre » socio-politique de l'électorat pompidolien se rapproche peu à peu de l'image de la droite traditionnelle. L'affairisme, le clientèlisme politico-économique deviennent de plus en plus manifestes. Les alibis que représentait la personnalité du Général s'écroulent, démasquant une formidable machine à profit : un régime investi par des hommes qui n'ont comme seul souci que celui de s'enrichir, un capitalisme sans complexe, cynique et brutal. De plus en plus cynique, de plus en plus brutal.

En cinq ans de règne de Pompidou, la Cinquième République a connu un nombre de scandales politico-financiers infiniment plus grand que dans les dix années qui ont précédé : la Garantie foncière, le Patrimoine foncier, les marinas, la Défense, le rôle de Chalandon, de Bouygues et de nombre d'autres.

Dans le même temps, les sourires à l'extrême droite et à la droite devenaient de plus en plus nombreux et de plus en plus francs. Convaincus de n'avoir plus rien à attendre de l'électorat ouvrier, les hommes au pouvoir donnent des gages de plus en plus importants à la fraction la plus conservatrice de la petite bourgeoisie. C'est la mission de Jean Royer, ministre du petit commerce et du petit artisanat, rassembleur de ceux qui furent les admirateurs de Pierre Poujade. C'est aussi celle de Maurice Druon, ministre de la pruderie, du conformisme, de l'académisme le plus plat.

L'ancien professeur de lettres Pompidou ne pouvait avoir de la culture — au sens le plus large — la même approche que le Général et certains en espéraient beaucoup. Mais, à chaque fois qu'il fut confronté aux réalités, l'« humanisme » de l'ancien normalien fondit comme neige au soleil : comme la raison d'Etat, la « nécessité politique » est un impératif absolu. Et cette nécessité politique, c'était pour Pompidou, confondus dans la

→

CINQ ANNEES DE POUVOIR



Avec Robert Galley.

grande peur d'après-Mai de la majorité silencieuse, à la fois les intérêts directs de sa classe et les pesanteurs sociologiques de son électorat.

Pompidou était amateur d'art moderne ; mais Pompidou envoya la police rétablir « l'ordre » à l'Expo 72 qu'il avait organisée. Pompidou était un « libéral » en matière de transmission de la culture ; mais le nom de Pompidou restera lié à une politique d'éducation dont les maîtres-mots étaient — et demeurent — la pauvreté matérielle, la ségrégation sociale et la sélection par l'échec. Pompidou, disait-on, attachait du prix à la diffusion des idées ; mais Pompidou organisa une formidable mainmise du Pouvoir sur l'information, systématiquement établie à l'O.r.t.f. et que, jusqu'à ses derniers jours — avec l'instauration d'une Délégation spéciale — il s'efforça d'étendre à la presse. Pompidou prêchait les valeurs humanistes et comprenait probablement, au plus intime de lui-même, qu'un monde était en train de changer ; mais Pompidou instituait en doctrine que la cité devait « s'adapter à l'automobile » et non le contraire, tant il était le reflet d'une société déjà vieillie.

De tels exemples, qu'on pourrait multiplier, l'établissent clairement : avec l'arrivée au pouvoir de Pompidou, c'est une sorte de néo-orléanisme qui s'installe et le règne de la bourgeoisie des affaires qui se confirme. C'est aussi une sorte de radicalisme nouvelle manière, d'aucuns diraient « auvergnat », c'est-à-dire attaché aux choses de l'argent.

Finalement, dans la politique sociale et culturelle des gouvernements qui se sont succédé sous Pompidou, la période de concertation, celle de Chaban-Delmas, a été une sorte d'accident. On en retiendra plus communément d'autres images, et en particulier le recours permanent à la force pour briser les grèves, la crispation devant les revendications, l'autoritarisme, la lutte contre le pouvoir syndical, et même la mise en place systématique de syndicats-maison, aidés par la police et les hommes du Pouvoir.

La politique sociale de Pompidou, c'est beaucoup plus la guerre contre les Lips, la longue bataille de Péchiney-Noguères, l'obstination meurtrière de Robert Galley contre les contrôleurs aériens, les gendarmes mobiles au Joint français, que les « bonnes intentions » symbolisées par Jacques Delors et qu'une « participation » qui n'a jamais vu le jour.

Une société de plus en plus inégalitaire

C'est le Plan, le VIe, qui résume dans sa conception, ses justifications, ses résultats, les intentions, les buts de la politique suivie, dès 1969, par Georges Pompidou. Car au lendemain de Mai 1968 le rôle de l'Etat allait être brutalement modifié. Les problèmes que le capitalisme français avait à résoudre étaient nouveaux. D'une part l'emprise des multinationales sur l'ensemble des marchés devenait plus forte et la lutte se révélait plus aiguë. D'autre part, ébranlée dans ses profondeurs par la crise de Mai, la société française se révélait grosse de tendances jugées dangereuses. Les Français n'hésitaient plus à dire qu'ils voulaient vivre autrement, qu'il fallait « changer la vie ». Les contradictions allant en s'exacerbant, il fallait trouver un moyen pour sortir de l'impasse. C'est-à-dire pour modifier légèrement le rôle de l'Etat.

Face à un capitalisme plus autonome, mais toujours aussi « mendiant », l'Etat allait s'abstenir d'intervenir directement dans les affaires si ce n'est pour fournir des aides ou pour régler des conflits ponctuels. Dans le même temps, il allait rationaliser ses dépenses, prendre davantage en charge les conséquences sociales de la gestion patronale pour tenter de limiter les tensions sociales. Mais il allait, plus que par le passé, renforcer son rôle de gardien d'un système « éternel ». Le président de la République étant le premier à justifier, dans ses conférences de presse par exemple, « les lois de la société industrielle ». Les résultats ne se sont pas fait attendre. Concentration en chaîne, prise en charge accrue des dépenses improductives, cession au patronat des secteurs juteux. Pour payer la note — car d'année en année, elle devenait plus lourde — le Plan annonçait la couleur. Les priorités, exprimées en termes plus souvent littéraires qu'économiques, étaient celles souhaitées par les industriels. Car pour ce qui est du logement (voir page 18), de la santé, de la culture, de l'ensemble des équipements collectifs, aucun des besoins qualifiés de minimaux n'a été retenu. Et dans le même temps, le gouvernement allait se décharger au maximum des charges lui incombant sur les collectivités locales. Le système Pompidou était au point. Et le masque du Produit national brut allait permettre, grâce à la fausse rigueur des chiffres, d'estomper la réalité. Car année après année la société française est devenue plus inégalitaire. Une étude de l'O.c.d.e. a révélé que si les P.d.g. français sont rémunérés comme leurs homologues américains, le salaire de l'ouvrier français ne dépasse pas la moitié de celui de son camarade U.s. Le plan prévoyait que les salaires ne seraient pas augmentés de plus de 5 % par an : la prévision fut tenue. Par contre les prix ont fracassé les prévisions, qui étaient de 3,6 %. Et les profits aussi.

Les mécanismes mis en place par Pompidou ont montré leur efficacité. Jusqu'à ce que la crise mondiale ébranle par trop un édifice encore fragile. Car toute médaille a son revers : ne plus « prévoir » et moins agir, c'était redonner au ministère des Finances une puissance qu'il avait perdue. C'était dans le même temps renoncer à toute politique économique cohérente. Les derniers mois ont montré jusqu'où cette politique peut aller : à vouloir tout faire payer aux plus pauvres, même les crises internationales, l'Etat n'est plus à même de jouer une partie de son rôle : réduire les tensions. Que lui reste-t-il si ce n'est la répression ?

Et les « résultats » dont a pu à un moment s'enorgueillir Pompidou, sont à comparer aux réalités d'aujourd'hui. La France est devenue le 4e exportateur mondial ; elle a des taux de profits tels que les capitaux étrangers ne dédaignent pas de venir y investir ; certains spécialistes vont jusqu'à augurer que cela doit continuer. Pourtant dans toutes les couches de salariés, c'est la grogne : car la mécanique s'est enrayée.

Justice de classe et "ennemi de l'intérieur"

Un des aspects les plus marquants du régime qui s'achève aura été le renforcement des mesures répressives à travers les trois institutions militaire, policière et judiciaire. Avec plus ou moins de bonheur, il est vrai.

La grande trouvaille du ministre de la Défense nationale, Robert Galley, aura été sa déclaration selon laquelle l'armée serait le « dernier rempart de la démocratie ». Ainsi s'expliquent les multiples tentatives visant à mettre réellement sur pied la défense opérationnelle du territoire (D.o.t.). La force de frappe n'a pas été abandonnée pour autant. Bien au contraire, après le retrait du général de Gaulle, la plus grosse partie des crédits militaires, connus et inconnus, a continué de lui être consacrée. Cependant, l'objectif de la force de frappe vise simplement à dissuader un éventuel adversaire extérieur. Force est de constater que l'existence d'un tel adversaire reste, pour le moment, purement hypothétique.

Beaucoup plus concrètement, derrière les envolées sur la grandeur et l'indépendance de la France, notre pays a su conquérir la place peu honorable de 3e fournisseur d'armes dans le monde, place qu'il partage avec l'Angleterre. Nombre de dictatures figurent au rang des principaux clients de nos « marchands de canons ».

Après le côté cour, le côté officines. Comme le signalait François Mitterrand





Georges Pompidou et François Michelin au Salon de l'Auto.



Avec Nixon, aux Açores.

dans son récent discours du Congrès de Suresnes, certains officiers généraux pensent que « le nouveau rôle de l'armée du peuple serait de juguler le peuple. »

En l'absence d'ennemi extérieur, la bourgeoisie et le Pouvoir désignent, derrière la montée du mécontentement social, les machinations d'un « ennemi intérieur ». Des structures ont été mises en place pour le combattre. Et pas seulement dans l'armée où la D.o.t. ne signifie rien d'autre qu'une préparation à l'état de guerre civile.

Sous la direction de Marcellin, le rôle de la police a profondément évolué. Le fichage, la pratique des écoutes téléphoniques et l'espionnage des responsables politiques et syndicaux sont devenus systématiques. La récente nomination de Chirac au ministère de l'Intérieur (voir page 6) n'aura trompé personne.

C'était un désaveu infligé à Marcellin pour la succession de bavures où ses services étaient en cause. Pompidou tenait également à installer place Beauvau un de ses hommes de confiance. Chirac avait pour mission de mettre en veilleuse le côté maintien de l'ordre si cher à Marcellin. Il devait surtout accentuer l'aspect politique de ses fonctions, par trop négligé par son prédécesseur.

Les ficelles de cette politique étaient trop grosses pour passer inaperçues. Elles ont soulevé de nombreuses protestations. Et en premier lieu, celles des syndicats de policiers qui ont su dénoncer courageusement l'utilisation politique des forces de l'ordre au service d'une fraction, contre l'intérêt général.

D'autres obstacles se sont dressés sur la voie qu'entendaient suivre les gouvernements Messmer. La prise de conscience d'un certain nombre de magistrats, regroupés dans le Syndicat de la Magistrature (S.m.), a mis fin à la docilité de la Justice. Pour les membres du S.m., la loi n'est pas neutre et la Justice non plus. L'acte de juger revient à trancher politiquement entre des contradictions. Celles qui opposent le droit au travail et le droit du capital, par exemple.

Rarement la France a connu une telle vague de scandales mettant en cause des hommes d'affaires véreux qui avaient bénéficié de l'appui d'hommes proches du Pouvoir et des services de membres du « milieu », on l'a vu. Or, le S.m. n'a pas été étranger à la mise au grand jour de ces nombreuses « affaires ».

Il est alors apparu qu'une partie des magistrats refusait de continuer à servir docilement l'ordre bourgeois. Les attaques et les pressions n'ont pas manqué pour les faire changer d'attitude. Du temps où il était encore secrétaire général de l'U.d.r., Tomasini est allé jusqu'à dénoncer la « lâcheté » des magistrats, provoquant par là même leur indignation unanime. Car la Justice, selon l'U.d.r., n'est pas faite pour pourchasser la délinquance financière. Entre « gens bien », on « s'arrange » à l'amiable, discrètement.

Une fausse indépendance, un isolement véritable

La politique étrangère avait été la grande affaire du général de Gaulle. Georges Pompidou voulut maintenir dans ce domaine la tradition. Elle était l'affaire de l'Elysée. Il avait trouvé en la personne de Maurice Schumann la caisse de résonance qu'il lui fallait : beaucoup de bruit et l'assurance de ne jamais être gêné sur l'essentiel.

Le thème gaulliste maintenu était celui d'une France indépendante en esprit, incapable de se tromper, capable de donner au monde des leçons de bon sens. Si la France avait été écoutée... le conflit indochinois, celui du Proche-Orient auraient été résolus mieux et plus vite. Si la France avait été écoutée... l'Europe serait faite. Les Conseils des ministres furent l'occasion, de temps à autre, de lancer des « petites phrases » définitives. D'autant plus définitives qu'elles n'avaient finalement aucun effet.

La France gaulliste irritait, mais l'irritation s'accompagnait d'une certaine forme de respect admiratif pour la performance du dernier des grands de la guerre mondiale. La France pompidolienne eut droit à moins de considération. Car le grand dessein s'accompagnait d'accomodements. L'Europe, mal aimée pendant dix ans, devint subitement l'objet des attentions françaises. L'Angleterre, repoussée par de Gaulle, fut appelée par Pompidou. En s'appuyant tantôt sur Bonn, tantôt sur Rome, tantôt sur Londres, le Président imaginait une Europe se concertant politiquement sous la sage direction de l'Elysée. Pour rééquilibrer cette Europe par trop anglo-saxonne, des clins d'œil vers l'Espagne. Avec, en bout de ligne, une Méditerranée admirant la France. Cette recherche d'une « mare nostrum » passa par la Grèce des colonels et le soutien souvent inconditionnel des opinions arabes.

Ce qui n'empêcha pas le gouvernement algérien de montrer qu'il comprenait la coopération autrement que comme la soumission aux intérêts de Paris. Et ce qui donna à la politique française l'allure d'une vaste opération commerciale destinée à placer la France dans le peloton de tête des marchands de canons.

Mais la contradiction majeure aura été, dans le jeu élyséen, entre les deux plus grandes puissances. La crise générale du système capitaliste allait apporter aux relations des Etats européens avec les Etats-Unis et l'Union soviétique une dimension nouvelle. L'accélération de la détente entre les deux Grands se passait — et continue à se passer — par-dessus la tête de l'Europe. Les U.s.a. et l'U.r.s.s., engagés dans une conversation-compétition répondant à leurs intérêts réciproques, avaient besoin d'alliés les moins gênants possible. L'Allemagne de Willy Brandt put ainsi régler enfin des problèmes en suspens depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'Union soviétique put « normaliser » à sa guise la Tchécoslovaquie et les Etats-Unis purent se sortir du guêpier vietnamien.

Pour assurer l'autonomie d'action de l'Europe, il aurait fallu qu'elle soit autre chose que le club voulu par Georges Pompidou. Faute d'avoir franchi l'étape monétaire, l'Europe allait se mettre à la remorque de la crise américaine. Faute d'avoir franchi l'étape de l'union énergétique, elle ne laissait plus à Michel Jobert, porte-parole enfin incisif du président Pompidou, que la libre disposition d'un vocabulaire aigu.

En fait, Pompidou avait finassé avec l'Europe. Les Français le comprirent si bien qu'ils réservèrent à la politique européenne pompidolienne l'accueil froid d'un référendum manqué. C'est qu'il aurait fallu donner à la partie occidentale du Vieux Continent les moyens de l'indépendance économique, en commençant par les apporter à la France. Des Açores à l'Islande, le Président français feignit de parler de cette indépendance au nom d'une Europe qui ne lui en demandait pas tant. Mais Valéry Giscard d'Estaing avait déjà été à Washington pour accepter le poids du dollar et le désarmement monétaire européen fit le reste.

Si une politique se juge à la comptabilité des échecs et des succès, le jugement sera difficile concernant les cinq années écoulées. Parce que, finalement, l'inconsistance des actes l'aura emporté sur la fermeté du verbe. Depuis un an, le président de la République passait pour pessimiste, brandissant alternativement la crainte d'être mis à genoux par Washington, ce qui conduisit à une controverse désagréable avec la capitale américaine, et le risque de l'isolement en face des Soviétiques, ce qui fit dire qu'il fallait malgré tout garder les G.i. en Europe. Que restait-il comme issue, alors que la dernière rencontre avec Leonid Brejnev s'était soldée par un bilan presque négatif, que les partenaires européens venaient de confirmer l'isolement français et que les Etats-Unis s'étaient réimplantés solidement en Méditerranée ?

Là comme ailleurs, cette issue, on la connaît : un changement de politique, ce changement que Georges Pompidou n'avait ni osé, ni pu faire.

Ce dossier a été réalisé par Michèle Backmann, Nicolas Brimo, Claude Fuzier, Guy Perrimond, Jean-Loup Revérier et Serge Richard.

LE SYSTEME CHIRAC

Chirac se livre à un grand chambardement a l'Intérieur. En fait c'est une autre politique, plus subtile, mais aussi dangereuse, qui va être mise en œuvre.

Jacques Chirac est arrivé au ministère de l'Intérieur, un 27 février. Depuis ce jour, les têtes tombent. La semaine dernière, 26 postes ont encore changé de titulaires. Dont les quatre directeurs des principaux services de police : Police judiciaire, Renseignements généraux, Direction de la sécurité du territoire et direction du personnel. De mémoire d'huissier, la place Beauvau n'avait jamais vu cela. Au cabinet du nouveau ministre, les jeunes attachés, dont Chirac aime à s'entourer, font et refont les organigrammes du ministère.

Et puis, le nouveau ministre de l'Intérieur parle. Beaucoup. Il accorde sans cesse des interviews. Au moindre incident, la préfecture de police ou le ministère de l'Intérieur démentent ou commentent une information ; Raymond Marcellin ne nous avait pas habitués à cela. Et dans la bouche des policiers, les propos libéraux remplacent la dénonciation du « vaste complot international » qui les menait allègrement, du temps de Marcellin, de Paris à Cuba, du camp du Larzac à Pékin.

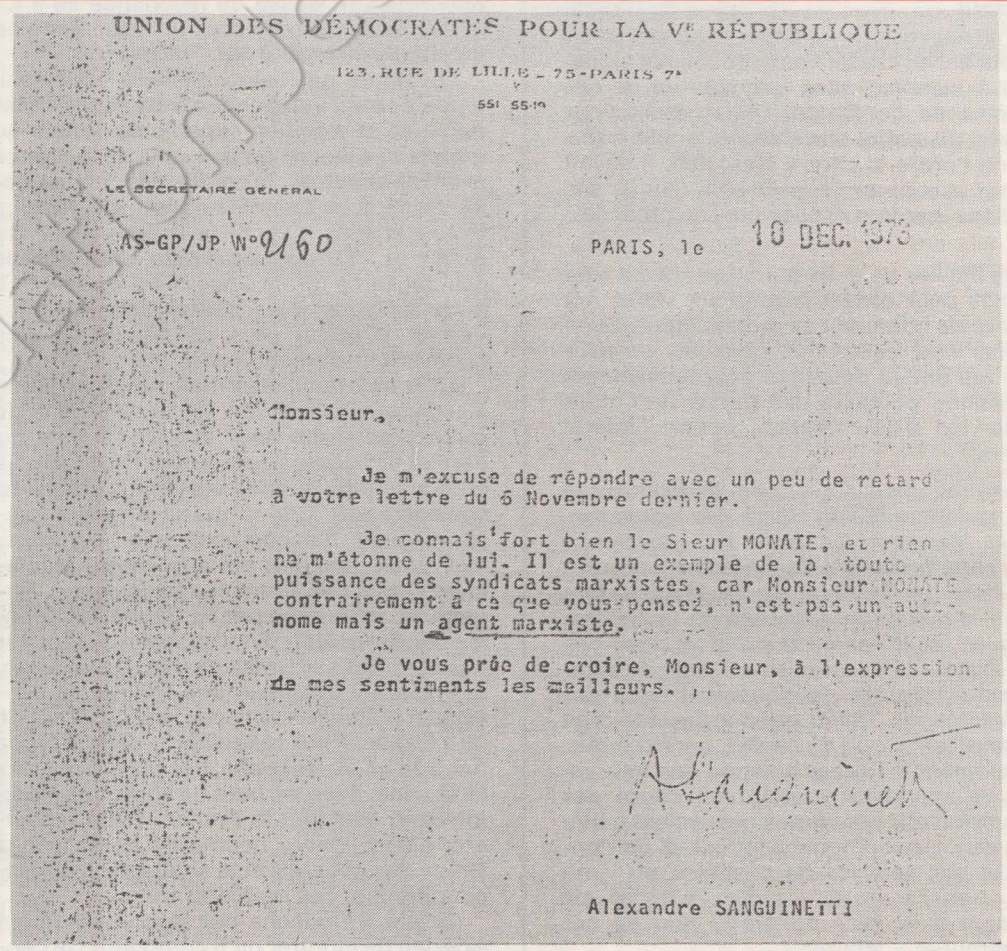
Ces têtes qui sont tombées, Chirac a choisi de les remplacer par des hommes qui ne sont pas que des obsédés du maintien de l'ordre. Pour rassurer les policiers, Chirac retourne à la tradition : il a nommé Maurice Bouvier à la direction de la Police judiciaire. C'est un homme de la maison. Il s'est par deux fois illustré lors de l'attentat du Petit-Clamart et lors de l'enlèvement de Medhi Ben Barka, où il tapa sur la table quand il le fallut. Aux Renseignements généraux, Eugène Camata part pour se voir remplacer par Marc Bucher, jusqu'alors préfet de la Charente. A la D.s.t., Henri Biard paie l'affaire du « Canard enchaîné » et c'est le préfet de Savoie, Jacques Chartron, qui maintenant occupe son bureau — un spécialiste : il était secrétaire général de la police à Alger en 1960. A la direction du personnel, Henri-Jean Manière prend la place de Roger Pandraud. Première statistique significative : trois de ces hommes sont passés par des cabinets ministériels pompidoliens, où ils ont fait leurs preuves et subi le jugement du « prince ».

Pour justifier cet immense remue-ménage, l'explication officielle est simple : à nouveau ministre, nouvelle équipe. Mais personne n'est dupe. Et surtout pas Marcellin qui, oublieux de la solidarité gouvernementale, ne manque pas une occasion de monter sur ses ergots et de traiter son successeur de « batteur d'estrade ». Il y a quelque chose de pitoyable à le voir rappeler dans « Paris-Match » que lui aussi téléphonait chaque jour à l'Elysée et à Marie-France Garraud.

Dans les milieux officieux, tous les prétextes sont bons pour justifier ces changements. On raconte ainsi que les fuites s'accéléraient par trop : les inspecteurs des Renseignements généraux auraient exhibé des fiches d'écoute téléphonique dans des cafés. Ce qui est faux. On raconte aussi que le ministre de l'Intérieur était « obsédé par les fiches de police souvent fausses ». Ce qui est vrai. Mais on oublie que, pendant six ans, Marcellin a toujours été défendu en public par le président de la République.

Mais il faut croire que le style change : quand un visiteur entrait dans le bureau de Marcellin, il découvrait des cartes d'état-major et l'implantation par punaises des compagnies de C.r.s. Quand Chirac accueille un journaliste, il lui montre le « piano téléphonique » qui lui permet d'être en contact 24 heures sur 24 avec ses préfets.

Depuis 1968, les hommes casqués, matraque au poing, le mousqueton à l'épaule et



UNION DES DÉMOCRATES POUR LA Ve RÉPUBLIQUE

123, RUE DE LILLE - 75-PARIS 7e

551 55-10

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

AS-GP/JP N°2160

PARIS, le 10 DEC. 1973

Monsieur,

Je m'excuse de répondre avec un peu de retard à votre lettre du 6 Novembre dernier.

Je connais fort bien le Sieur MONATE, et rien ne m'étonne de lui. Il est un exemple de la toute puissance des syndicats marxistes, car Monsieur MONATE contrairement à ce que vous pensez, n'est pas un autonome mais un agent marxiste.

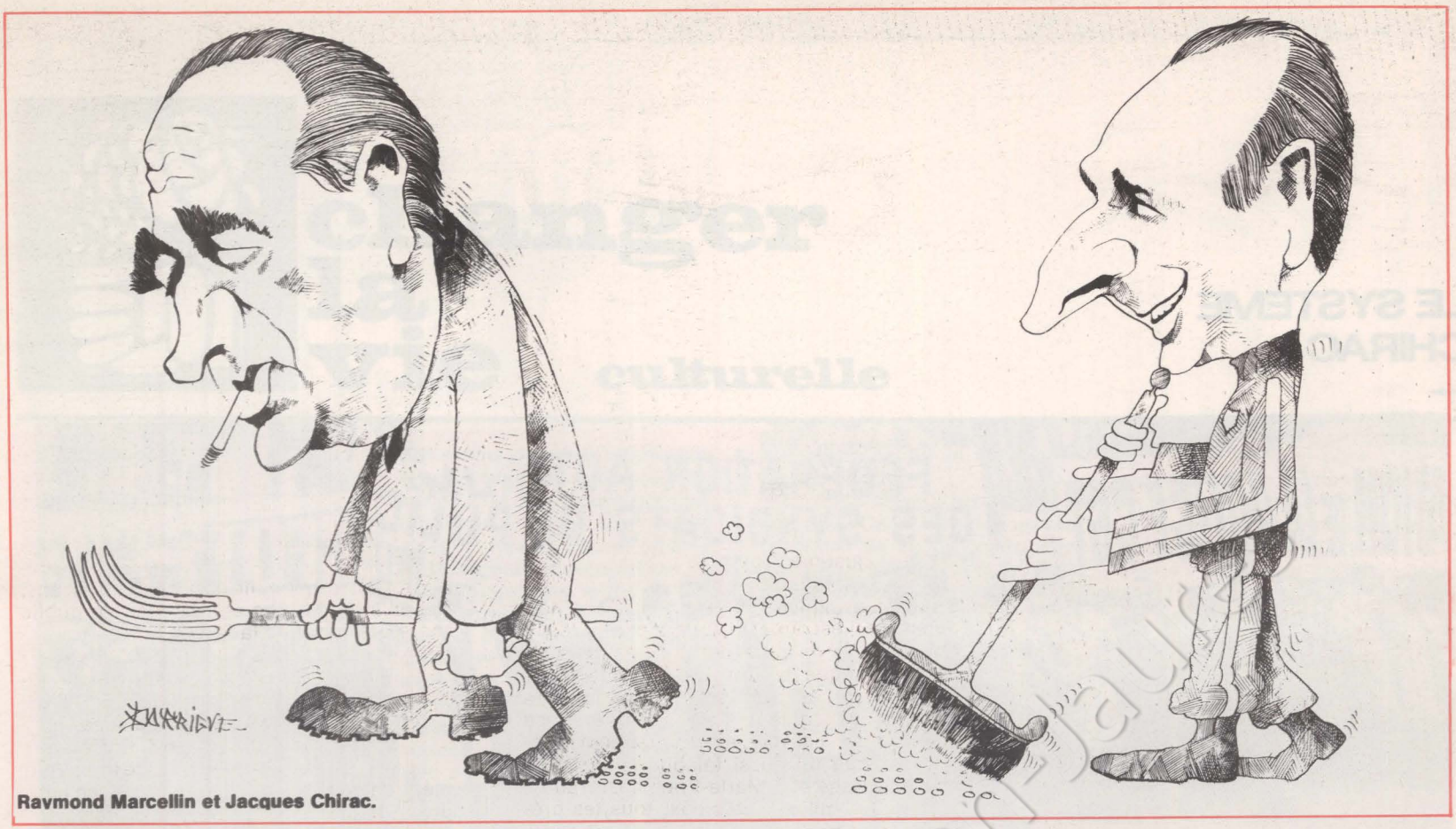
Je vous prie de croire, Monsieur, à l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Alexandre SANGUINETTI

70 % d'agents marxistes

Voici une lettre d'Alexandre Sanguinetti, secrétaire général de l'U.d.r. Elle circule depuis 3 mois dans les commissariats de la région havraise, où des policiers proches du Sac l'utilisent pour dissuader leurs collègues de s'inscrire à la Fédération autonome dirigée par Gérard Monate.

Les secrétaires généraux de l'U.d.r. ont toujours affectionné les propos musclés. René Tomasini avait parlé de la « lâcheté » des magistrats. Il a été depuis licencié pour cause de scandale. Alexandre Sanguinetti traite aujourd'hui le président de la Fédération autonome des syndicats de police d'« agent marxiste ». Rappelons que la Fédération autonome des syndicats de police représente plus de 70 % des policiers de la police nationale.



Ravmond Marcellin et Jacques Chirac.

la grenade lacrymogène à la main, étaient devenus la face officielle de la police et la vitrine du régime. Le maintien de l'ordre était la passion de Marcellin : fasciné par sa propre force, quand une manifestation éclatait quelque part dans Paris le ministre de l'Intérieur la suivait minute après minute au téléphone. L'activité de Marcellin était claire : il chassait, débusquait, matraquait le gauchiste comme si le sort de l'Etat en dépendait. Son univers mental n'était pas celui des grands espaces. Tout y était manichéen : il y avait l'ordre, le désordre, les honnêtes gens et les autres, la majorité silencieuse et ceux qui avaient quelque chose à dire. C'est à eux qu'allaient les coups de matraque. Parlant de ses policiers, il disait : « Je leur ai donné pour consigne **permanente** de se consacrer en toute priorité à la lutte contre les menées subversives ».

Préfets efficaces

Six ans après Mai 1968, le sort de la Ve République ne dépend plus de la matraque, mais de sa capacité à conserver un électorat populaire. Jusqu'à ses derniers jours, Georges Pompidou en était persuadé. Avant d'annoncer son chambardement, Chirac avait été reçu une heure, l'autre mardi, à l'Elysée. Il est passé ensuite, pendant plus d'une heure et demie, dans le bureau des éminences grises, Pierre Juillet et Marie-France Garraud. Après quoi, Chirac déplace des fonctionnaires, change des préfets et parle le langage du libéral : « Les ennemis de l'intérieur — pour reprendre une expression qui n'est pas de moi — sont trop connus pour m'alarmer. » On quitte le langage manichéen pour celui de la nuance : « Les gauchistes ? Ce n'est pas un danger, c'est un problème. »

En fait, c'est une autre politique, plus subtile mais non moins dangereuse, qui va être mise en œuvre. Chirac ne sera pas comme Marcellin : il savourera moins la lecture des fiches des Renseignements généraux, car il a compris que la politique ne s'inscrit pas entre des rapports de police. Sa première préoccupation, ce sont les préfets. Il a pris un soin particulier à la nomination des nouveaux préfets de région et des nouveaux préfets de département. Quadriller le pays, ce n'est pas envoyer de-ci de-là des compagnies de C.r.s. C'est, pour lui, s'appuyer sur les préfets, qui disposent de pouvoirs considérables, distribuent les crédits, contrôlent bon nombre d'élus locaux et de notables et ont à leur disposition les Renseignements généraux pour sentir le pouls de leur région.

Chirac ne veut pas pour autant négliger la police. Sa stratégie va être simplement différente. Depuis qu'il est arrivé au ministère de l'Intérieur, une nette évolution a eu lieu dans le maintien de l'ordre. Trois exemples. Lors de la manifestation du Mlac, le 5 mars, devant les Galeries Lafayette, c'est la 2e compagnie de district de la préfecture de police qui officie. A 18 heures, l'ordre radio passe dans les cars : « Descendre, faire circuler les gens qui se trouvent sur le trottoir, mais être en simple tenue. » Pas de casque, pas de matraque. Un brigadier ajoute : « Même dans les manches ». Les policiers descendent en képi, ce qui ne s'était jamais vu depuis 1968. Et puis, comme les policiers ont arrêté deux manifestants, des brigadiers croient bon de préciser, dans le car qui les mène au commissariat Opéra : « Pas de tabassage dans les cars, c'est fini la rigolade ».

Deuxième exemple, au Quartier latin : depuis 15 jours, les cars gris des compagnies de district ne sont plus garés près de la fontaine Saint-Michel ou le long du boulevard Saint-Germain. Simplement, on a triplé les effectifs de policiers en civil qui remontent avec un air détaché le boulevard. C'est aussi efficace et c'est plus discret.

Poujadisme casqué

Dernier exemple : lors des manifestations qui ont eu lieu à Paris tout au long du mois de mars et qui ont risqué de « dégénérer », ce ne sont pas des hommes des compagnies de district de la préfecture de police qui sont « montés au contact » avec les manifestants, mais des C.r.s. Les gendarmes mobiles se tenaient en réserve. Visiblement, le nouveau ministre de l'Intérieur veut confier le maintien de l'ordre à des troupes plus sérieuses, mieux aguerries et aux nerfs plus solides. Des spécialistes, qui éviteront les « bavures » et seront finalement plus « efficaces ».

Le ministre a cru bon aussi d'améliorer son image de marque dans la police. Depuis longtemps, les policiers réclamaient une réduction de 30 minutes de la durée hebdomadaire du travail. La Fédération syndicale des personnels de la préfecture de police avait prévu une « journée d'intervention syndicale » le jeudi 21 mars, pour faire aboutir cette revendication. Elle n'eut pas lieu, en raison du changement de ministre, et fut repoussée au 28 mars. Le samedi 23, à 10 heures du matin, le préfet de police Paolini prévient les syndicats que leurs revendications sont acceptées pour la préfecture de police à Paris. Le lundi 25 mars, le ministère annonce la même mesure pour toute la France. Alors, les bruits les plus optimistes, les plus fantaisistes courent dans les services. La semaine dernière, des brigadiers racontaient même à leurs hommes que le ministre allait accorder 14 jours de congé d'hiver. Plus que les syndicats n'avaient jamais exigé.

Chirac a ainsi accompli la première étape de sa mission : ravaler la façade. Mais ce qu'il y a derrière est beaucoup plus inquiétant. Et c'est là que l'on pourra juger de son action.

Bien sûr, grâce à Marcellin, il ne manque pas une grenade lacrymogène dans les musettes des C.r.s. Mais la réalité des conditions de travail est moins brillante et celles-ci expliquent beaucoup de choses. Les hommes de la C.r.s. 51 ont accompli par exemple en 1973 près de sept mois de déplacements. Sept mois d'une vie difficile, loin de leurs familles. Un exemple : à Nantes, ils ont été logés dans des baraques en bois ; 14 brigadiers s'y entassaient autour d'un seul poêle à charbon.

Au centre de formation de la police parisienne, à Vincennes, les gardiens de la paix affectés à Police-secours apprennent à se servir du matériel de réanimation. Mais quand ils reviendront dans leur commissariat ils découvriront que leurs cars ne sont pas équipés de ce matériel. Un policier nous disait lundi : « Rien n'est fait pour notre insertion sociale. Nous travaillons entre flics, nous habitons souvent côte à côte. Même

→

LE SYSTEME CHIRAC

→



Les syndicats de policiers, à la récente manifestation de la Fonction publique.

nos femmes deviennent des femmes de flics. »

Le poujadisme casqué de Marcellin a entraîné de graves conséquences. La formation professionnelle des policiers est ridiculement faible. En 4 mois, on prétend donner une formation professionnelle et psychologique aux gardiens de la paix. Pour Gérard Monate, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police, « c'est au niveau de la formation que commencera une véritable réforme de la police. » Il n'est pas inutile de savoir, par exemple, que le coût unitaire d'un bulldozer anti-émeutes permettrait d'équiper en techniques audiovisuelles et en matériel d'instruction toute une école de police.

L'enfant de Baylot et de Dides

Il y a peu de vocations de gardiens de la paix. Ce sont souvent les considérations familiales ou la pauvreté en emplois d'une région qui conduisent un jeune à entrer dans cette profession. Depuis longtemps, les organisations syndicales se battent sur le thème de la formation des policiers. La Fédération autonome, la C.f.d.t. et la C.g.t. ont fait de nombreuses propositions depuis des années. Marcellin leur a toujours opposé le silence : il voulait de plus en plus de policiers, peu lui importait comment ils le devenaient.

De l'attitude de Chirac vis-à-vis des syndicats dépendront beaucoup de choses. Etre militant syndical dans la police, cela signifie souvent voir son avancement sabré par les autorités supérieures. Chaque syndicat de police a payé son tribut. De François Rouve et Roger Daurelle jusqu'à Jean-Louis Breton au mois de janvier dernier, les ministres de l'Intérieur de la Ve République ont usé régulièrement de l'arme de la révocation. Avec une autre facette qui consiste à développer les syndicats « proches du Pouvoir ». Par exemple, le Syndicat des gradés de la police nationale, qui a vu le jour en 1948 sous l'égide de « l'Amicale des éloignés de l'administration », c'est-à-dire des épurés de la Libération. Ou encore le Syndicat indépendant de la police nationale, enfant du préfet Baylot et du commissaire Dides, qui joue sur le poujadisme et la démogagie la plus outrancière.

Sur son bureau, Chirac a trouvé, la semaine dernière, une lettre du Syndicat C.f.d.t. de la police nationale. Elle lui demande d'ouvrir des enquêtes sur les liens entre la D.s.t. et le Sac de Marseille et sur les révélations qui compromettent la C.f.t. et les Renseignements généraux de la préfecture de police de Lyon. Voilà un test précis. Si ces enquêtes ne sont pas ouvertes, ou saura que pour Chirac comme pour Marcellin, en dépit de leurs différences de style, basse police et politique continuent à se confondre. Tout le monde sait que, depuis des années, le Sac a développé son influence dans certains secteurs de la police. Ses points forts : à Paris, par exemple, le 1er, le 5e et le 8e districts, ou encore la 3e section des Renseignements généraux chargée des affaires économiques et sociales. Tout le monde a vu que Pierre Messmer, dans ses déplacements — par exemple en Bretagne — était accompagné d'hommes de main du Sac et de barbouzes. Tout le monde sait que certains membres du Sac et de l'U.d.r. ont des liens avec des trafiquants de drogue notoires. Tout le monde sait que la lutte contre la criminalité, dont Chirac fait un de ses thèmes favoris, sera réalité le jour où il ne suffira plus d'exhiber une carte du Sac pour passer au travers d'un barrage de police.

En attendant on peut retenir ce que nous disait un expert policier, la semaine dernière : « Nous avons tellement fiché pendant six ans que l'on peut bien s'arrêter pendant six mois. Le système Marcellin ne s'en portera pas plus mal. »

NICOLAS BRIMO

L'étrange enquête de l'inspecteur V.

« J'affirme qu'aucun journaliste, aucun homme politique ne sera espionné par mes services. » Ces belles paroles sont de Jacques Chirac, dans un entretien qu'il a accordé au journaliste Philippe Alexandre la semaine dernière. Voici pourtant une bien curieuse histoire.

A la fin février, un homme qui se présente comme « inspecteur de police » rencontre le directeur de la société Cassotec, coproductrice avec Uniteledis du disque sur le Chili. Il lui pose des questions sur la société Uniteledis et sur Maurice Séveno.

Le mois suivant, le même « inspecteur » se tourne cette fois vers l'entourage direct de Maurice Séveno. D'abord au téléphone, puis au cours d'une visite effectuée le 27 mars. Invité à décliner son identité, il se présente comme « l'inspecteur Verdon » et exhibe une carte de police (plastifiée blanche) portant la mention « préfecture de police ». Comme on insiste pour savoir à quel service il appartient, il répond qu'il « dépend de la délégation financière aux affaires politiques, un nouveau service en formation », avant de poser une série de questions concernant toutes la vie privée de Maurice Séveno.

Etrange enquête, qui a incité notre collaborateur à prendre contact avec maître Roland Dumas. Vendredi dernier, à midi, il informait le service de presse de Jacques Chirac. Lundi matin, accompagné d'un journaliste de « l'Unité », il remettait à Du Puy de Clinchamps (chargé des relations avec la presse au ministère de l'Intérieur) un mémoire sur cette affaire.

Maurice Séveno va incessamment déposer plainte contre X. On attend avec intérêt la réaction du ministre de l'Intérieur.

LE COUP D'ACCELERATEUR

Les Français n'arrivent plus à boucler leur budget. Jusqu'où ira leur mécontentement ? C'est ce que chacun se demande aujourd'hui. Une chose est sûre : parmi les nombreux conflits qui éclatent ici ou là, la plupart démarrent sur des revendications de salaires. Il y a encore des grèves sur l'emploi comme à la Semm de Saint-Nazaire et chez Rateau ; également sur les conditions de travail ; mais, dans l'ensemble, les grévistes réclament, en premier lieu, la garantie de leur pouvoir d'achat. Dans toutes les branches du secteur privé, dans les banques et dans tout le secteur public et nationalisé, cette préoccupation est au premier plan.

▶ C'est dans la métallurgie que le mécontentement semble le plus fort : de nombreuses entreprises sont en grève pour obtenir des salaires plus décents. Et, souvent, la résolution des grévistes surprend même les syndicats. C'est le cas aux Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire. Là, débrayages et grèves tournantes se succèdent depuis près d'un mois : les travailleurs exigent une augmentation uniforme de 200 F. Dans un premier temps, la direction réplique par le lock-out ; puis, dans le cadre de l'accord d'entreprise, elle accorde une augmentation de 2 % supérieure à celle qui devait intervenir le 1er avril, une avance de 500 F remboursable et le rattrapage des jours chômés. Mais elle refuse toujours la négociation. Lundi dernier, les 9 000 salariés de l'entreprise se présentent à l'embauche. Dès 10 heures du matin, un meeting réunit 6 000 d'entre eux : ils trouvent l'augmentation insuffisante. La C.g.t. et la C.f.d.t. décident de demander une nouvelle entrevue à la direction et proposent aux métallurgistes de reprendre le travail en attendant une réponse. A la surprise générale, nombreux sont ceux qui refusent de rejoindre leur poste tant que la direction n'aura pas accepté de négocier : l'activité des Chantiers est paralysée toute la journée de lundi. Le mardi, les travailleurs reprennent le travail en débrayant secteur par secteur, dans l'attente des résultats de l'entrevue entre syndicats et direction qui avait lieu le soir à Paris.

Les mouvements que l'on peut enregistrer ailleurs ne sont certes pas tous aussi durs. Mais leur nombre est révélateur. Chez Renault, au Mans, des débrayages se succèdent depuis une quinzaine de jours ; dans les trois usines Sacilor, en Moselle, des grèves d'ateliers éclatent. Chez Dassault, à Nantes et à Bordeaux, on débraye. A l'usine Grundig, en Moselle, le personnel, composé en majorité d'O.s., est en grève depuis le 13 mars. A l'origine de tous ces mouvements : des salaires trop bas.

▶ Second secteur où le mécontentement grandit : l'industrie textile. Dans le Nord, il y a aujourd'hui près de 6 000 personnes en grève, qui viennent de repousser des propositions d'augmentation de 80 centimes de l'heure. Là aussi, les grévistes, jugeant que de telles sommes ne compensent en rien la hausse du coût de la vie, refusent de reprendre le travail. C'est là une des caractéristiques des conflits actuels : les travailleurs se méfient de toute augmentation non indexée sur le coût de la vie. « Ils savent que des résultats qui semblent bons dans l'absolu seront très vite remis en cause par l'inflation, constate un syndicaliste. Une augmentation de 2 % sera déjà bouffée aux vacances par la hausse des prix. » Et, souvent, quand le travail reprend, c'est que des avantages vraiment sérieux ont été obtenus : ainsi, les 400 salariés de l'entreprise Tisseau, à Cholet, n'ont cessé leur grève qu'après avoir arraché à la direction une augmentation de 13 % : la hausse des prix prévue pour 1974.

A qui la locomotive ?

▶ Dans l'industrie chimique, aussi, des grèves éclatent. Chez Esso, à Fos, des grèves-bouchons des chargeurs et des pompistes, soutenus par la C.g.t. et la C.f.d.t., se succèdent depuis le 26 mars : les grévistes réclament une augmentation mensuelle de 350 F pour les bas salaires et de 250 F pour les salaires plus élevés. A la Société nationale des pétroles d'Aquitaine, à Lacq, une semaine de grève, à la fin de mars, a fait baisser la production de gaz de 10 millions de m3 par jour. Et bien que le travail ait repris, Force ouvrière, l'U.c.t. et la C.f.d.t. lançaient lundi un nouvel ordre de grève, auquel ne s'associait pas la C.f.d.t., qui refusait le principe d'augmentations hiérarchisées réclamées par les salariés.

▶ Dans le bâtiment, l'action s'organise. A Annonay, toutes les entreprises de la ville sont en grève pour obtenir une augmentation d'un franc de l'heure et le 13e mois. Au niveau national, la C.g.t. et la C.f.d.t. lancent une semaine d'action entre le 8 et le 12 avril, et F.o. demande l'ouverture immédiate de négociations.

▶ Dans le secteur public et nationalisé, tout se décide en ce moment. Les rencontres se multiplient entre organisations syndicales. Les fédérations de cheminots (C.g.t., C.f.d.t., C.f.t.c. et la Fédération autonome des agents de conduite) ont signé une déclaration commune le 27 mars, dans laquelle elles annoncent qu'attentives « à l'organisation, au niveau des centres et établissements, de toutes actions de masse, elles s'attacheront à les coordonner pour leur donner une ampleur nationale ». Et, d'après de nombreux syndicalistes, il faudrait, dans les prochains jours, regarder du côté d'Avignon...

Les fonctionnaires, eux, se sont rencontrés, cette semaine : C.g.t., C.f.d.t., F.e.n. et F.o. pensent coordonner leur action pour lutter contre la dégradation du pouvoir d'achat. Pour les enseignants, la réforme Fontanet est une cause supplémentaire de mécontentement.

A l'E.d.f., enfin, C.g.t. et C.f.d.t. appelaient cette semaine à des actions locales et à des manifestations le 4. Des grèves tournantes par régions appuyées sur une grève de la production thermique, sont prévues entre lundi et vendredi prochains. Commentaire d'un syndicaliste : « L'action s'accélère ».

A tout cela, s'ajoutent tous les conflits dont on parle peu : ceux qui se règlent en moins de 8 jours et qui représentent 85 % des grèves.

Mais, si la montée du mécontentement est certaine, bien des syndicalistes s'interrogent en ce moment sur une situation sociale →



LE COUP D'ACCELERATEUR

→

assez difficile à analyser — et sur laquelle les développements nouveaux de la situation politique joueront forcément. « On a l'impression, disait l'un d'eux lundi, d'avoir en même temps un haut niveau de conflits et une situation d'attente. Dans le secteur public et nationalisé, par exemple, c'est l'expectative : au départ, tout le monde pense qu'il faut faire craquer le carcan salarial tous ensemble et qu'un secteur qui partirait seul n'a pas beaucoup de chances de faire céder le Pouvoir. On a l'impression que personne ne veut être la locomotive et que tout le monde attend une initiative plus générale. »

En fait, comme c'est le cas chaque fois que la situation sociale se durcit, chacun s'interroge sur la combativité réelle à la base, sur les chances de développement des mouvements revendicatifs. On sait que le mécontentement existe. Jusqu'où ira-t-il ? Tout le problème est là.

L'exemple des pays de Loire

« Est-ce qu'on aura au mois de mai une poussée revendicative importante ? On ne le sait pas encore, estimait lundi un responsable syndical. Les facteurs de mécontentement ne poussent pas obligatoirement à l'action. En général, c'est plutôt quand il y a une grande stabilité, quand les travailleurs se sentent sécurisés, que cela démarre. En ce moment, il y a une montée du mécontentement à cause de la détérioration du pouvoir d'achat et de l'inquiétude sur l'emploi. Cela s'équilibre un peu. Si le conflit des banques était réglé, on reviendrait à une situation très normale pour cette époque de l'année. »



Les ouvrières des filatures Wallaert et Leblan en grève.

Pour d'autres, au contraire, la montée du mécontentement va entraîner, obligatoirement, une période agitée. « Je ne vois pas, disait l'un d'eux il y a quelques jours, ce qui pourrait éviter soit un grand mouvement national, soit des luttes qui se tiendraient longtemps à un haut niveau. »

C'est ce qu'on pense, par exemple, dans la région d'Angers où, à travers plusieurs conflits, se révèle un degré certain de combativité. L'un de ces conflits, celui de la Cégédur, a commencé en septembre. Dans cette entreprise du groupe Péchiney-Ugine-Kuhlmann, qui emploie 800 salariés — en majorité des O.s. — les travailleurs refusent le travail posté et font grève tous les samedis matin. C'est d'ailleurs une forme de grève qui se répand de plus en plus : à la Rhodiacéta de Besançon, les 3 000 travailleurs qui préfèrent un système de 5 x 8 à celui du 2 x 9 à quoi la direction voudrait les contraindre — et qui entraînerait 300 licenciements — imposent, de fait, leur système tous les lundis. Même chose à Usinor-Dunkerque où, pour marquer leur refus du travail posté, les salariés se mettent en grève tous les dimanches après-midi. Des grèves qui montrent que, si les salaires sont bien au premier plan des revendications, il n'y a pas de trêve dans la bataille sur les conditions de travail. A Angers, un responsable syndical, qui constate une grande combativité dans la région, s'inquiète : « Les conflits sont un peu disséminés. On souhaite ici un certain nombre d'actions communes pour unifier les travailleurs. »

Il semble d'ailleurs que ce soit un vœu commun à beaucoup de syndicalistes en ce moment. Dans les pays de Loire, par exemple, où les grèves ont éclaté en chaîne, on ressent aussi ce besoin d'une action de plus grande ampleur. C'est ce qu'explique Gilbert Declercq, responsable C.f.d.t. des pays de Loire : « On pense qu'entre la grève de 24 heures semestrielle et liturgique, et les actions diversifiées, il faut tenir les deux bouts de la chaîne : des actions dans les entreprises, et des actions nationales multiples et centralisées. Et je prévois un mouvement de grande ampleur dans la région, car, aujourd'hui, ça se bagarre partout. »

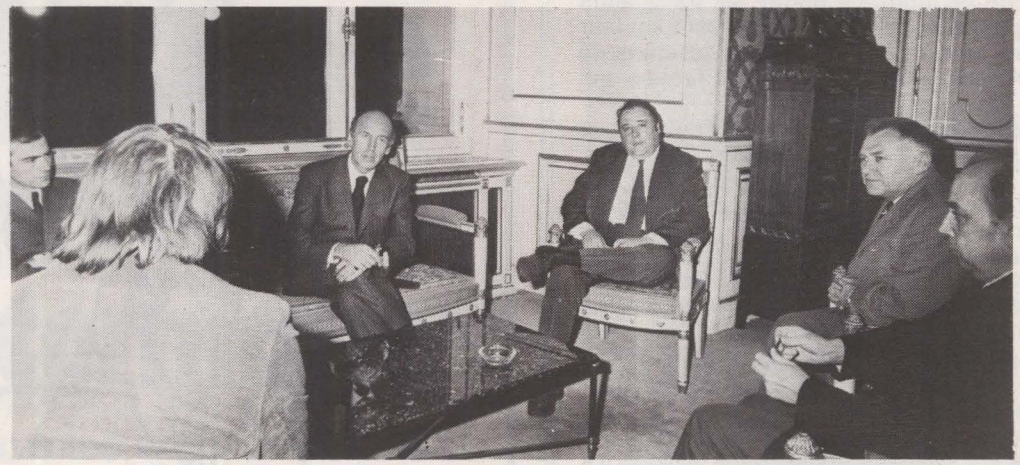
Une chose est certaine : les cours d'économie télévisée de Giscard d'Estaing ne pèsent pas lourd face à cette vague de protestations. Plus habile pour jongler avec les chiffres et les notions abstraites que pour maîtriser une crise, qu'il a laissé naître et prospérer, le ministre des Finances a cru pouvoir faire payer aux travailleurs sa politique économique à la petite semaine. Que ses amis U.d.r. le désignent aujourd'hui comme responsable de la crise sociale ne doit tromper personne. Ce n'est pas Giscard seul, mais le gouvernement auquel il appartient et le régime que ce gouvernement représente qui sont responsables de la crise. Les milliers d'hommes et de femmes qui sont en grève actuellement ne l'ignorent pas. C'est pourquoi leur résolution a une profonde signification politique. Elle ne démontre pas simplement que les travailleurs en ont « ras le bol », mais aussi qu'ils ont compris, et qu'ils désignent les responsables. A tous les Français maintenant d'en tirer les conclusions.

MICHELE BACKMANN

Banques : un demi-feu vert

Valéry Giscard d'Estaing vient de franchir une étape importante dans sa carrière ministérielle. Pour la première fois, le 27 mars, il a reçu une délégation syndicale : celle des syndicats C.g.t., F.o., C.f.t.c. et S.n.b. - C.g.c. des employés de banque.

Depuis sept semaines que dure le conflit, parce que le gouvernement refuse toute augmentation du pouvoir d'achat des salariés, aucune solution n'est encore en vue. Lundi, les salariés, à une très large majorité, ont jugé les propositions obtenues à la commission paritaire très insuffisantes.



L'Association professionnelle des banques, voudrait bien voir se régler un conflit qui lui coûte cher. Et qui commence à gêner sérieusement le patronat. Mais, pour éviter que des augmentations dans ce secteur servent de base aux revendications dans les autres professions, ce qui est la préoccupation du gouvernement, l'A.p.b. semble avoir donné le feu vert pour que des négociations aient lieu, non au niveau national, mais dans chaque établissement. Pour cela, elle a refusé de relancer les négociations, n'ayant aucune proposition à faire...

changer la vie sociale et économique

LA GREVE DES 4 ETOILES

Quatre étoiles pour la clientèle, mais pas pour les employés : c'est ce que dénoncent plus de la moitié des 680 employés de l'Hôtel Méridien, porte Maillot, « le plus important quatre étoiles de luxe d'Europe ». Le 29 mars, alors que les 1 023 chambres ultra-modernes sont toutes occupées, les travailleurs décident, avec la C.g.t. et la C.f.d.t., de se mettre en grève. Coup dur pour la direction : plus d'électricité, plus de chauffage, plus de téléphone, aucun repas chaud. Les grévistes tiennent les points stratégiques de l'hôtel. La direction a dû procéder au relogement de la majeure partie de sa clientèle dans d'autres hôtels.

Des revendications précises ont été présentées par les travailleurs : 20 % d'augmentation salariale (beaucoup de salaires sont encore inférieurs à 1 200 F), un véritable 13e mois au lieu d'une prime de 400 F environ, et une prime d'ancienneté.

Cette grève n'est pas surprenante. Dans ces « hôtels-usines » qui comptent les chambres par centaines, le personnel supporte mal la multiplication de l'encadrement, avec toutes les guerres d'influence que cela suppose. « Etre débrouillard permet d'être mieux noté que d'accomplir un travail bien fait », déplore un employé du Novotel-Porte de Bagnolet où, là aussi, le personnel s'est mis en grève. Pour ces grands hôtels, de construction récente, ces grèves représentent les premières actions d'ensemble menées par le personnel. Et sans doute pas les dernières : la syndicalisation, bien que faible encore, augmente rapidement.

POUR UN NOUVEAU STATUT DES MINEURS

Aux Houillères de Lorraine, le calme est revenu. Lundi, les 110 ouvriers de la carrière de Freyming-Merlebach ont repris le travail sans avoir rien obtenu. Un coup dur pour la C.f.d.t., seul syndicat à soutenir les grévistes dans leurs revendications.

La C.g.t. a estimé, pour sa part, que l'heure n'était pas à une action minoritaire qui mettait 700 à 800 mineurs de fond en chômage technique. Les négociations nationales pour la profession minière auront lieu dans deux mois. Pour aboutir à une véritable redéfinition du statut de mineur, la C.g.t. affirme qu'un soutien massif des travailleurs sera nécessaire. Jusqu'à cette date, il faut à tout prix éviter « la confusion qui démobilise les travailleurs », a-t-elle déclaré le 28 mars, suivie dans cette analyse par F.o. et la C.f.t.c.

Leur point de vue l'a emporté. Cependant, cette dernière action des carriers, comme celle des conducteurs de train un mois auparavant, a mis en lumière le malaise qui règne dans les mines.



DARBOY CONTINUE

Depuis le 1er mars, les 93 travailleurs de l'imprimerie Darboy, à Montreuil, sont licenciés. Et, depuis ce jour, ils occupent leur entreprise pour réclamer le paiement des préavis et indemnités et assurer que leur imprimerie, spécialisée dans les travaux publicitaires, est viable. Une fois de plus, la gestion patronale est remise en question. Mais, jusqu'à présent, ils n'ont rien obtenu.

La situation financière de certaines familles commence à être préoccupante. Face à ce problème, et pour ne pas s'enliser dans la seule occupation de leur entreprise, les travailleurs — syndiqués à 85 % à la C.g.t., seul syndicat représenté — ont décidé, en accord avec leur syndicat, de remettre certaines machines en marche. Depuis le 27 mars, ils produisent pour leur propre compte.

Très vite, les travailleurs de la région parisienne, dans les banques notamment, s'adressent à l'imprimerie Darboy pour tous leurs travaux : en deux jours, 100 000 tracts ont été tirés. Le groupe trotskiste Révolution a, lui aussi, confié aux « licenciés-travailleurs » l'impression de 30 000 brochures.

Certes, l'imprimerie ne fonctionne pas à plein : il s'agit surtout d'assurer un minimum de 200 F par semaine à chaque travailleur. Et cela ne va pas sans problème : refusant l'idée de « trésor de guerre », les grévistes ne veulent pas toucher aux rames de papier blanc entreposées dans l'usine. On se débrouille autrement : chaque client amène les fournitures nécessaires pour exécuter sa commande. Le syndicat du Livre C.g.t., peu habitué à ce genre d'action, a bien manifesté sa surprise, mais soutient néanmoins la grève.

A QUOI JOUE ALSTHOM C.G.E. ?

Que cherche la C.g.e. ? On avait cru un moment que des solutions pourraient être trouvées : six négociations, en effet, avaient réuni au ministère du Travail des représentants du personnel de Rateau et des dirigeants d'Alsthom-C.g.e. Lundi soir, à l'issue de la sixième réunion, coup de théâtre : la C.g.e. annonce qu'elle a décidé d'ajourner les négociations, sans autre forme de procès. Qu'espère-t-elle obtenir ainsi ? La lassitude des grévistes ? Les choses, chez Rateau, ne prennent pas ce chemin et les travailleurs restent fermement déterminés à lutter pour le maintien de leurs entreprise. Ce vendredi 5, une délégation nationale viendra leur apporter le soutien du Parti socialiste.

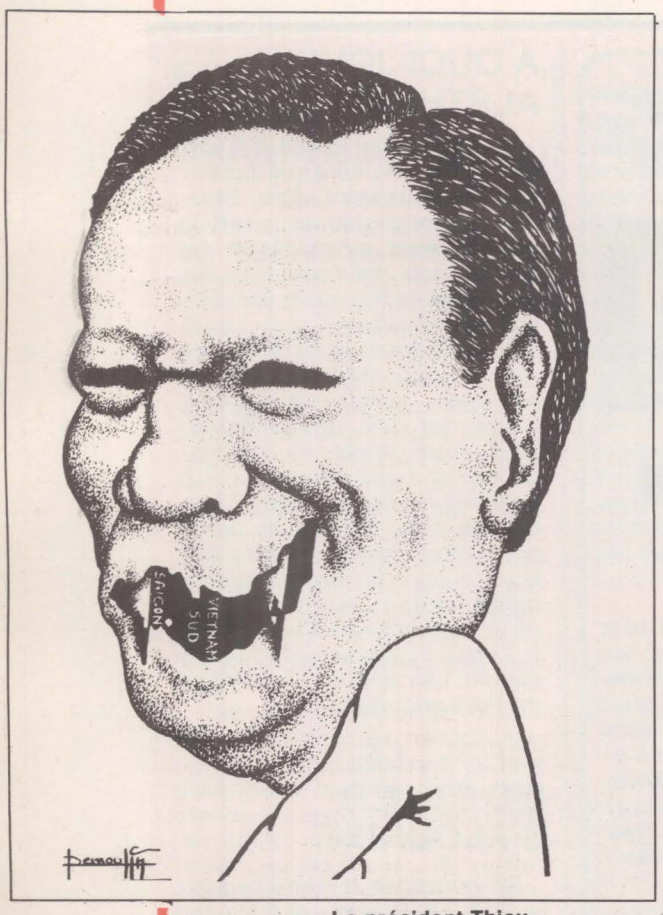
C.F.T. : LE DOSSIER S'ALOURDIT

De nouvelles révélations sur la C.f.t. Le 15 mars dernier, la C.g.t. dévoilait, preuves à l'appui, les activités de la C.f.t. La semaine passée, elle a présenté à la presse le principal témoin : Marcel Michaut, qui fut responsable de la C.f.t. chez Berliet. Il a raconté lui-même les activités de ce « syndicat » : « Nous avons dix permanents chez Berliet. Mais si d'autres veulent l'être, ils le peuvent à leur demande. Le salaire est de 2 500 à 3 000 F par mois. En réalité, chez Berliet, il y a 30 adhérents à la C.f.t. Le reste des 260, c'est des faux : 48 heures avant qu'on passe devant le tribunal pour prouver notre représentativité, j'ai fabriqué des cartes moi-même... Les tracts qu'on distribue devant Citroën, Berliet ou ailleurs, signés « un groupe de travailleurs », ce sont aussi des faux. C'est nous qui les faisons. Ce qui compte, c'est de démolir les syndicats traditionnels. »

De tout cela, Marcel Michaut détient des preuves. Georges Séguy a demandé au Garde des Sceaux, Jean Taittinger, et au ministre du Travail, Georges Gorse, une entrevue afin que soit enfin ouvert le scandaleux dossier de la C.f.t.

Sud-Vietnam

UN DICTATEUR AUX ABOIS



Le président Thieu

De notre correspondant

L'état-major sud-vietnamien mobilise : cinq milles tonnes de munitions, d'armes et de matériel divers, un détachement du Génie, des hommes-grenouilles, de l'infanterie de marine. Bateaux de guerre et hélicoptères assureront le ravitaillement, tandis que, à la base aérienne de Bien Hoa, les « jets » sont prêts à intervenir. Pour défendre quoi ? Cinq îles grandes comme des mouchoirs de poche, à 500 kilomètres des côtes sud-vietnamiennes, au beau milieu de la mer de Chine du Sud : l'archipel des Spratleys, que revendiquent, outre le Sud-Vietnam, Taïwan, les Philippines, et surtout la Chine populaire.

Tout a commencé le 15 janvier 1974, dans un autre archipel plus au nord, les îles Paracels. Ce jour-là, les Sud-Vietnamiens ont voulu chasser des pêcheurs chinois qui s'y étaient installés. La réponse de Pékin ne s'est guère fait attendre et le 20 janvier, après deux jours d'affrontements, les forces armées populaires chinoises réoccupaient les Paracels, non sans avoir infligé de sérieuse pertes aux Sud-Vietnamiens.

Pourquoi ce conflit pour des îles inhabitées ? Pour les Chinois, l'indivisibilité du territoire national est un principe fondamental et il était impossible à Pékin de ne pas répondre aux actes hostiles des Sud-Vietnamiens. D'autre part, la mer de Chine du Sud présente un intérêt stratégique considérable. Qui la contrôle, contrôle la voie maritime naturelle entre le golfe Persique et le Japon — si dépendant du pétrole arabe pour sa croissance économique. Qui la contrôle, fait face à tous les pays d'Asie du Sud-Est, à l'exception de la Birmanie et du Laos. Cette importance n'a pas échappé à l'Union soviétique, dont les unités navales qui font route de Vladivostok à l'Océan Indien s'y attardent toujours un peu trop pour le goût des Chinois. Elle n'a pas échappé non plus aux Etats-Unis qui, en dépit de l'arrêt des bombardements en Indochine, y maintiennent plusieurs porte-avions de la VIIe Flotte.

Aussi, de récentes découvertes donnent à penser que les fonds sous-marins sont riches en hydrocarbures. La mer de Chine du Sud est un très important bassin sédimentaire, assez peu profond et donc facilement exploitable. Au sud-est, le plateau continental de Bornéo est déjà l'un des endroits de la région les plus productifs en pétrole et en gaz naturel. Deux découvertes du même type viennent d'être faites sur la côte de Malaisie. On sait aussi, par les Chinois, que l'archipel des Paracels est riche en phosphate, et les abords immédiats des Spratleys renfermeraient du manganèse et de l'étain. On est bien loin des nids d'hirondelles que les Chinois y récoltaient pour leur fameuse soupe...

Le pétrole — ce mot magique — n'est pas étranger à la soudaine agressivité de Thieu. En 1973, le gouvernement sud-vietnamien a octroyé des permis de prospection « offshore » à des compagnies pétrolières étrangères. La même année, il a rattaché les îles Spratleys à la province vietnamienne de Phoc Thuy. Il y a 160 compagnies américaines au Vietnam, et ce sont les pétrolières qui investissent le plus. Esso est la plus importante — soixante ans de présence et 20 millions de dollars d'investissements. Caltex, Shell, Summit, sont là aussi et les trois grandes banques américaines de Saigon (Chase Manhattan, First National City, Bank of America) préfèrent investir dans le pétrole « offshore » plutôt que dans des entreprises plus classique, mais que la situation militaire rend plus aléatoires. Et Saigon a un besoin désespéré de devises, alors que ses réserves sont tombées à 100 millions de dollars et qu'en 1974 il en faudra 200 millions rien que pour payer la facture des importations de produits pétroliers.

Thieu aurait bien voulu aussi donner une dimension internationale au conflit. Dès le début des incidents, il a demandé l'intervention de la VIIe Flotte. Mais les Américains ont refusé, tout comme ils ont refusé de prendre parti sur le fond pour l'un ou l'autre des belligérants. Washington était déjà suffisamment embarrassé pour expliquer la présence à bord d'un des navires de guerre sud-vietnamiens d'un « civil » américain sous contrat avec le Pentagone...

En fin de compte, le Sud-Vietnam n'aura rien gagné à vouloir envenimer un conflit qui, jusqu'alors, n'avait jamais dépassé la bataille des communiqués. Les compagnies pétrolières, pourtant si avides des profits de l'or noir, et dont Thieu aurait tant besoin pour renflouer ses caisses vides, vont sans doute hésiter à s'engager dans une mer de Chine du Sud où les plateformes de forage pourraient se trouver un jour prises au beau milieu d'une bataille navale.

Il n'en reste pas moins vrai que Thieu, avec son armée d'un million d'hommes et les deux mille appareils de son Air Force, constitue un danger pour la paix dans ce secteur. Il n'y a rien de plus dangereux qu'un dictateur aux abois. Incapable de résoudre la crise économique et de plus en plus isolé politiquement, tant au Vietnam que sur la scène internationale, il a tout intérêt à un conflit. La guerre est sa raison d'être ; c'est elle qui l'a fait président. C'est là le sens de la militarisation des Spratleys, et les déclarations guerrières du ministère sud-vietnamien des Affaires étrangères, qui parle de la « reconquête » des Paracels, laissent présager de nouveaux incidents.

MARC TELLIER

LES SP ISO

Europe

L'Europe continue. Telle est maintenant la formule devenue classique par laquelle peuvent être conclues les rencontres entre les Neuf lorsque sont abordées les principales questions politiques. C'est-à-dire que personne n'est sorti en claquant la porte et en jurant de ne jamais revenir.

Les ministres des Affaires étrangères viennent de se rencontrer au Luxembourg, sous la houlette de l'Allemand Walter Scheel. Un nouveau venu, dont l'entrée était attendue : James Callaghan, chef du Foreign Office au sein du gouvernement travailliste. L'entrée n'a pas été ratée : avec netteté, le représentant de la Grande-Bretagne a déclaré que son gouvernement entendait rouvrir les négociations sur l'adhésion britannique. Ses exigences se résument de la façon suivante : une participation financière moins importante de son pays au fonctionnement du Marché commun, le droit à la dérogation quasi permanente en matière agricole.

Walter Scheel a dit non, appuyé par les sept autres ministres. Callaghan a précisé que, s'il n'obtenait pas satisfaction, son gouvernement consulterait le peuple britannique et l'inviterait à voter pour le retrait de la Grande-Bretagne. En agissant ainsi, il reste fidèle aux engagements électoraux du Parti travailliste. Mais il répond aussi aux besoins actuels d'un pays qui traverse une grave crise économique.

Pour lutter contre la hausse des prix, le chancelier de l'Echiquier, Denis Healey, a notamment prévu des subventions importantes pour les produits de première néces-

La bataille pour Concorde

De notre correspondante

Avec le départ des conservateurs et l'arrivée au pouvoir des travaillistes, une certaine presse britannique dite « indépendante » ou « populaire » n'a pu s'empêcher de montrer sa satisfaction sur un point au moins : Concorde serait abandonné, sinon d'un commun accord avec la France, du moins unilatéralement par la Grande-Bretagne. Ses espérances, clamées à longueur de colonnes pendant des années, se fondaient ces jours-ci sur le manifeste travailliste préconisant un réexamen de « la politique de prestige » de Concorde. Ce réexamen est en cours. Mais, contrairement à leurs prédécesseurs globalement défavorables à la construction du supersonique, les travaillistes, plus divisés à ce sujet, ont voulu avant tout rendre publiques les estimations concernant l'exploitation de l'avion.

C'est ce qu'a fait Anthony Benn, ministre de l'Industrie, devant la Chambre des Communes. Ses chiffres sont extrêmement pessimistes, mais le ministre a souligné qu'il était de son devoir de rendre compte de la réalité, aussi désagréable fût-elle, afin que chacun puisse se

LENDIDES LEMENTS

L'Europe continue. Sous le double signe des nationalismes discordants et des impuissances collectives.



Harold Wilson et Michel Jobert

sité. Or, les Britanniques — et leur gouvernement — sont convaincus que le Marché commun agricole porte de larges responsabilités dans l'augmentation des prix des produits alimentaires. Le beurre et le mouton d'Australie ou de Nouvelle-Zélande coûtaient moins que leurs équivalents normand ou hollandais. Dans l'immédiat, une attitude sévère à l'égard du « Common Market » peut donc être populaire.

Harold Wilson et son équipe estiment que les quelques mois qui les séparent de l'automne seront décisifs pour l'avenir de l'expérience travailliste. Ils savent que les dernières élections ont donné, en tenant compte du nombre de suffrages obtenus, une majorité pro-européenne, puisque le Parti conservateur et le Parti libéral s'étaient prononcés en ce sens. Pas une erreur ne doit être commise avant la prochaine consultation attendue pour le prochain semestre. Or, ce serait une grave erreur que de ne pas respecter ces engagements électoraux ; et c'en serait une plus grave encore de ne pas profiter des difficultés actuelles pour mettre la plus grande partie de l'électorat britannique à l'heure travailliste en matière européenne.

Callaghan a donc accepté l'isolement. Comme Michel Jobert sur l'autre sujet de discorde, la participation américaine aux consultations politiques des Neuf. Là-dessus, Callaghan est d'accord avec les sept autres et c'est Jobert qui dit non. Là aussi, l'attitude française a des raisons de politique intérieure : de l'héritage gaulliste, il ne reste à Jobert que le rôle de porte-parole d'une sourcilleuse indépendance politique — parce que, pour ce qui est de l'indépendance économique, il y a longtemps que le gouvernement du capitalisme français l'a sacrifiée — à l'égard des Etats-Unis.

Il est donc bien vrai que l'Europe continue, comme elle le fait depuis quelques années, sous le double signe des nationalismes discordants et des impuissances collectives. Les faits sont ainsi et rien ne sert de ressasser la mélancolie ou l'amertume devant la crise d'une grande espérance. Sans doute, en coulisse, le fragile échafaudage des compromis est déjà recherché, notamment avec le concours des Pays-Bas et du Danemark. Mais il faudra attendre des mois, sinon des années, avant de surmonter réellement les difficultés accumulées.

Pendant ce temps, la même semaine, le Parlement européen, réuni à Luxembourg, a discuté avec sérieux de l'harmonisation des accises (pièces officielles nécessaires à la circulation de ces produits) concernant l'alcool, le vin et la bière, et sur les importations de sucre en provenance des pays en voie de développement — cette dernière question étant rapportée par un Britannique. L'Europe continue vraiment...

CLAUDE FUZIER

prononcer. En connaissance de cause.

La mise en service de Concorde, a dit Anthony Benn, ne pourra se faire qu'à coup de subventions. Les pertes à la charge de la seule Grande-Bretagne varieraient entre 200 et 225 millions de livres (2 200 et 2 500 millions de francs) pour 16 Concorde et entre 260 et 300 millions de livres pour 35 Concorde.

La British Airways, qui est avec Air-France la seule compagnie à avoir passé des commandes fermes pour l'appareil, a précisé de son côté que l'exploitation de Concorde équivaudrait à un déficit de 26 millions de livres par an.

Aussi quand, huit jours plus tard, Denis Healey, chancelier de l'Echiquier, présentait un budget neutre mais austère, il déclarait au sujet de Concorde que tout en n'ayant pas pris une décision finale, le gouvernement n'engagerait plus de dépense allant au-delà des sommes déjà prévues. Voilà qui allait enthousiasmer les « défenseurs » des contribuables. « Concorde sera mort d'ici 3 mois », pourrait écrire dans l'« Observer » (indépendant) le chroniqueur Andrew Wilson, dont le fanatisme anti-Concorde n'a d'égal que celui de Servan-Schreiber. Et « News of the World », équivalent exact de « France-Dimanche », renchérissait : « Concorde à la ferraille ». Et une partie de la presse française a présenté ces « défenseurs » comme étant « l'Angleterre ».

Qu'en est-il vraiment ? Des négociations se sont nouées entre les gouvernements britannique et français. Anthony Benn vient de se rendre à Paris et Aymar Achilde-Fould, secrétaire d'Etat aux Transports, est attendu prochainement à Londres. Dans les milieux britanniques informés, on indique qu'au cours de ces contacts il n'a pas été question d'un éventuel abandon de la Grande-Bretagne, mais seulement d'un exposé de ses réticences à s'engager dans la construction de la série B de Concorde.

En tout état de cause, le but que s'était fixé Anthony Benn, susciter le plus large débat possible sur ce sujet, a été atteint. De plus en plus de voix s'élèvent pour soutenir Concorde, que ce soit celles de parlementaires, des constructeurs, le célèbre annuaire de l'aviation « Janen » s'était rangé du côté de Concorde, des travailleurs qui, pendant des années, se sont dévoués à sa construction, ou de simples particuliers.

La British Aircraft Corporation a indiqué que les chiffres fournis au ministre de l'Industrie par ses fonctionnaires étaient totalement « fallacieux ». Et elle soulignait que la production actuelle de 16 Concorde coûterait au maximum 35 millions de livres sterling.

De leur côté, les travailleurs — dont plus de 30 000 sont menacés de licenciement — et leurs syndicats n'entendent pas se laisser faire. Les réunions, la publication de documents, l'envoi de délégations auprès des autorités se multiplient. Déjà, des syndicalistes des usines de Bristol (Filton qui, à elle seule, emploie 9 000 ouvriers travaillant sur Concorde), de Hurn et de Weybridge sont venus en France se concerter avec leurs camarades de Toulouse.

« Tout d'abord, déclare un représentant des délégués d'atelier de Bristol, nous contestons, tout comme la B.a.c., la validité des chiffres établis par les fonctionnaires du ministère de l'Industrie. Ensuite, la fin de Concorde signifierait la mort de l'industrie aéronautique en France, en Grande-Bretagne et, par-là même, en Europe. Les Etats-Unis conserveraient alors le monopole de ce secteur. Ils ont déjà le monopole de l'aviation subsonique et rien ne les empêcherait de se lancer dans un supersonique après avoir tué Concorde, en rachetant, le cas échéant, toutes les études. Nous ne pouvons pas, dans l'intérêt national et dans l'intérêt de l'Europe, laisser les choses se dégrader à ce point. Sans parler de l'aspect social : avec nos familles nous serions une centaine de milliers en chômage. Le gouvernement ne peut admettre cela. Aussi, je ne pense pas qu'il arrête Concorde, mais cela ne veut pas dire que nous devions renoncer à exercer le maximum de pressions ».

Dans quelques jours, ces ouvriers rencontreront Anthony Benn. Ils auront devant eux non seulement le ministre, mais également le député de Bristol qui, depuis 25 ans, les représente aux Communes. Aussi celui-ci se sent avant tout solidaire d'eux. Si certains ont pu croire que ses déclarations apportaient de l'eau au moulin des Cassandre, n'a-t-il pas aussi affirmé : « Concorde est avant tout un choix politique et non commercial. Son abandon serait une tragédie nationale » ?

ELIZABETH READING

changer la vie quotidienne

ECONOMIE DE BOUTS DE CHANDELLES (suite)

De grands bouleversements sont en cours au sein de l'E.d.f. : les régions d'équipement hydroélectrique disparaissent. Il ne reste plus aujourd'hui que celles de Marseille et de Chambéry. A la fin de 1975, il ne restera plus que Marseille. La région de Chambéry aura disparu. Les 150 personnes qui y travaillent devront s'installer à Lyon et se reconvertir dans le nucléaire.

Or elles ne sont pas d'accord : pour elles, cette désaffection de l'énergie hydraulique est l'aboutissement d'une politique d'économies à la petite semaine, et elle représente, pour l'avenir, une erreur économique.

Les syndicalistes de Chambéry récusent les critères actuels : un aménagement hydroélectrique, disent-ils, représente certes un gros investissement au départ, mais il n'utilise ensuite que de l'eau... Ils réclament donc la révision des inventaires de rentabilité sur les bases économiques actuelles. Le relai du nucléaire, ajoutent-ils, ne change rien au problème : l'énergie fournie par une centrale de ce type est peu modulable. La demande de puissance aux heures de pointe devra donc forcément faire appel aux centrales hydrauliques, qui serviront de centrales d'appoint.

Mais pour cela, il faudrait bien sûr, maintenir une activité spécifique aux régions d'équipement déjà qualifiées... Le personnel de Chambéry ne désespère pas.

A VOS RISQUES ET PERILS

Joseph Fontanet réforme. Mais, en bon ministre, il est occupé. Au point de ne pas pouvoir réfléchir aux « détails ». Exemple : la pédagogie doit s'appuyer sur la vie, sortir de l'école. Ce qui sous-entend que les enseignants qui ne le font pas sont rétrogrades. Or, qui dit sortie dit risque éventuel d'accidents. Et les enseignants ne sont pas couverts.

L'inspecteur d'académie des Yvelines vient d'écrire pour préciser les choses : « Je ne suis pas habilité à délivrer des ordres de mission au personnel enseignant acceptant d'assurer l'encadrement des sorties éducatives, que celles-ci soient organisées ou non dans le cadre des 10 %». Et, pour être plus clair, il ajoute : « L'encadrement des sorties éducatives ou des voyages scolaires n'a aucun caractère contraignant et ne doit être assuré que par des maîtres volontaires pleinement conscients des risques qu'ils encourent personnellement ». Après cela, le ministre expliquera qu'il favorise, aide, pense, prévoit, organise...

LA BIERE FAIT LA « CULBUTE »

La guerre de la bière aura-t-elle lieu ? La Confédération française des hôteliers-restaurateurs et cafetiers-limonadiers vient d'annoncer qu'à compter du 1er avril ses adhérents ne vendraient plus de bière au détail. Pour protester contre le blocage des boissons « pilotes ».

En fait, il s'agit de dénoncer un accord entre la confédération et la direction générale des prix qui en fixant des prix minima pour la vente au comptoir et au verre de 8 boissons « libérait» le prix des autres.

F.o.-consommateurs protestant contre cette décision qu'elle qualifie d'« inadmissible et intolérable » rappelle que la liberté des prix permet aux cafetiers « de pratiquer des marges bénéficiaires d'un tel taux que le vocable de « culbute » ou « double culbute » devient le seul critère de mesure ». Et demande aux consommateurs de protester.

L'AFFICHAGE AU CRIBLE

Si l'Etat ne fait rien pour freiner la hausse des prix, il a depuis deux ans fait voter une loi sur l'affichage desdits prix. Cette loi stipule que cet affichage est obligatoire pour tous les produits exposés à la vente et pour tous les services offerts au public.

L'Union fédérale des consommateurs vient de passer au crible les vitrines de 1 300 magasins d'une vingtaine de rues de la capitale : 8 % d'entre eux ne les affichent pas, ou mal. Sur les 100 points de vente en infraction, 25 vendent des meubles, 25 des vêtements, 13 des bijoux, 6 du parfum, 5 des fleurs, etc.

En rappelant que, durant les 9 premiers mois de 1973, les services officiels n'avaient relevé que 352 infractions pour Paris et la proche banlieue et que les sanctions se limitent souvent à de simples avertissements ou à des amendes légères, l'U.f.c. demande à ses adhérents de ne plus acheter dans les magasins qui n'affichent pas leurs prix.

D'accord. Mais que doit-on faire lorsque les prix affichés sont trop forts ?



NOTRE OXYDE QUOTIDIEN

Le mercredi 27 mars, les Parisiens se sont réveillés sous un ciel bas, bouché, dans une brume opaque. Ce matin-là, l'atmosphère de la capitale contenait 201 microgrammes d'anhydride sulfureux au mètre cube. Le lundi, il n'y en avait que 112.

La pollution était patente. Et l'inquiétude — ou, tout au moins, les interrogations — aussi. Pourtant cette « poussée » était inférieure à la moyenne de mars 1973 : 202 microgrammes... Mais il avait suffit de quelques jours de beau temps et d'un léger vent pour que, le ciel se dégageant, les Parisiens oublient ce qui fait leur lot quotidien. Quant à la pollution automobile — le monoxyde de carbone, C.o. — le laboratoire central de la préfecture de police vient de rappeler qu'elle augmente. Or, des études faites à Los Angeles montrent qu'il y a une relation certaine entre la teneur en C.o. et la mortalité des malades atteints d'affections coronaires. Sans compter les troubles psychomoteurs et sensoriels. Et, comme rien n'est fait pour limiter cette pollution, la seule solution — pour ceux qui peuvent —est de n'habiter ni au rez-de-chaussée ni au 1er étage. Et d'espérer que le vent fera le reste.

Enfants

L'aventure est sur le terrain

L'enfant des villes vit dans un monde de géants, il a besoin de se « décoloniser ». Les terrains d'aventure en sont un moyen.

Il y a les tours de la Défense et des grues. C'est oppressant, à la fin. Flanqué d'un bâtiment H.l.m. vieux d'une dizaine d'années, qui doit être abattu, et d'une sorte de hangar écroulé, le terrain du 55 de la rue de Strasbourg, à Courbevoie, ressemble à ces décharges publiques de banlieue. Un grillage, une porte ouverte sur l'aventure, c'est un terrain bizarre. On y rencontre des enfants. Un royaume.

Les « terrains pour l'aventure », on en parle depuis quelques années. Un, deux ou trois, ce n'est pas leur nombre qui les a rendus célèbres. Si la presse en a beaucoup parlé, c'est qu'il s'y passait quelque chose. Fréquentés par des « ado », ou des plus petits, surveillés discrètement par des animateurs qui pratiquent une pédagogie « libre », les résultats qu'ont pu en tirer les sociologues, les animateurs, les parents, sont encourageants. La discipline bannie, les conflits se règlent par la discussion, par l'explication des actes, par la communication. Dans les terrains pour l'aventure, les enfants ne sont pas colonisés.

De telles expériences existent en Angleterre depuis 1931. L'architecte Sorensen imagina l'aménagement de plaines de jeux « bric à brac » avec des planches, de la terre, des outils. Les Danois en 1939 décidaient la création d'aires spécialisées pour tout immeuble qui grouperait plus de 8 familles. De telles entreprises correspondaient tout simplement à un besoin. La France, on le sait, a des principes. Il a fallu attendre 30 ans pour qu'un conseiller de Paris, Solange Marchal, insiste auprès de ses collègues et entreprenne avec passion les démarches qui ont abouti à l'ouverture du terrain de la rue Saint-Paul. Dans une question écrite du 16 octobre 1971, Louis Moulinet et Pierre Guidoni étaient tout aussi persuadés du besoin des enfants de s'exprimer librement. Ces premières interventions ont fait sourire. On invoquait les risques d'accidents, alors qu'il y a eu dans les rues de Paris, en 1972, 828 accidents mortels d'enfants de moins de 16 ans et que les assurances anglaises assurent à peu de frais les quelque 80 terrains londoniens. Et l'ouverture de terrains aux allures bidonvillesques n'était pas pour plaire aux riverains, ni au député de la circonscription. Allait-on, dans « les beaux quartiers », mêler les enfants de milieux sociaux différents ? N'était-ce pas semer une graine d'anarchie dans l'esprit de ces chers petits ?

Le 10 février 1973, « Saint-Paul » se mettait en route. Sa réussite n'est pas à dissocier de son animateur : Alain Salomon, qui créait en 1969 le Pedro Albizu Campos Park du quartier portoricain de New York. C'était là une histoire d'adultes. D'adultes opprimés. Les drames et les fêtes sont les mêmes chez les enfants « colonisés ». Opprimés dans un monde d'adultes forts de leur pouvoir d'éducateurs dont ils ne veulent en aucun cas se départir. « Plante des fleurs, ce sera plus joli ». « Mais regarde comme je cloue une planche ». « Monte sur la balançoire, n'aies pas peur ». « Attention tu vas te faire mal »... A l'école ou « chez les parents », les gestes et les sentiments de l'enfant sont pris en charge... Il partage l'appartement et, s'il a quelquefois la chance d'occuper une chambre seul, faut-il encore qu'il n'y détruise rien, qu'il ne griffonne pas sur les murs, qu'il ne crie pas, qu'il range... Son autonomie réduite, il sera agressif ou renfermé. La rue lui est interdite. Son univers est fait d'automobiles, d'immeubles, de béton : l'enfant des villes vit dans un monde de géants.

Marie-Christine, Pierre et Bernard avaient une expérience de Maisons de jeunes, de centres aérés. Animateurs qui ont « réfléchi », ils souhaitaient transformer les structures, le milieu dans lequel vivaient ces enfants. Ils ont essayé à Courbevoie. C'était un terrain occupé « sauvagement » à 50% par des petits Nord-Africains et Portugais. Les autres venaient du milieu ouvrier des nouvelles tours. L'Epad (entreprise pour l'aménagement de la Défense) a proposé le terrain, qui devra être libéré en 1975. Dans un premier temps, le terrain fonctionnait comme un centre. Les enfants venaient le matin à 8 heures, repartaient le soir à 6 heures. Ils étaient, comme on dit, « encadrés ». Puis il est devenu un terrain ouvert. Les enfants entrent et sortent. Les parents ont accepté et, timidement, ils sont venus : donner un coup de pioche, ou regarder, ou parler. Le terrain est devenu aussi le lieu de réunion « parce que chez soi il peut y avoir des divergences, ici on parle ». Samedi, ils sont venus « discuter », puis on a pensé faire griller quelques saucisses pour dîner ensemble, on a fait du feu, on est allé chercher des disques, on a dansé. Quelque 50 « grandes personnes », 60 enfants, la fête... « Bien sûr, on fait ça pour les enfants »... Le papa de Corinne était là lundi après-midi. Il travaille dans une station-service. En bras de chemise et cravate, il a fabriqué la balançoire : 2 poutres et des cordes. « Au début on avait un petit peu peur. Bah ! il y a bien de temps en temps quelques pointes dans le pied, mais c'est bien d'avoir ce terrain. J'aurais bien aimé en avoir un comme ça... pour faire des cabanes. Voyez : même mon chien s'amuse ici. »

C'est qu'un terrain d'aventure ne se borne pas à la « récupération » de quelques gosses, c'est aussi l'aventure d'un quartier. Ce qu'en pense Bernard, c'est la remise en question de toute une éducation, de principes, mais aussi un moyen de dynamiser des initiatives collectives. Et d'animer un quartier. A Courbevoie, parmi les tours qui s'érigent, hautes et grises, il y a comme quelque chose d'humain. Parce que des enfants creusent la terre pour y faire leur nid. Thierry, le caïd au polo rouge, s'y est installé son « harem ». Quelques gamines réfugiées au chaud sur un tas de sciure. En surface, un blondinet de 10 ans tire avec satisfaction sur sa gauloise : « Tu fumes ? — Eh ! tu parles, il y a un an ». Et Nasser, qui souhaite creuser un souterrain pour en faire son lieu de réunion. « Mais les monos, eux, y font rien ». Et Hassan qui, entre deux planches, a appris à maîtriser le feu. Il n'a plus peur. Avant, il tapait dessus ; maintenant il gratte ses allumettes pour allumer la pipe de l'animateur. Et... de ce fatras de planches croisées, de tôles jetées, de ces feux qui jaillissent, c'est la chaleur partagée d'une même aventure... Plus que survivre, on respire là le calme de la liberté.

JOSETTE BARBIERI



Livres

L'ANTI LACOMBE LUCIEN

Face à tous les Lacombe Lucien, il y a ceux qui savent pourquoi ils ont été blessés, torturés, déportés.

Face à la guerre, face au fascisme, face à l'Histoire, il y a deux attitudes. Ceux qui ne savent pas pourquoi ils ont tué, pourquoi ils ont torturé, pourquoi ils ont pillé. Et puis il y a ceux qui sont morts, qui ont été blessés, qui ont été déportés et qui, eux, savent pourquoi.

Le film de Louis Malle, le récit qu'il donne de son « Lacombe Lucien » s'apparente à la première catégorie. Le livre que Claude Lanzmann a publié aux éditions Gallimard se veut, lui, de la seconde catégorie. Et nous savons trop bien pourquoi nous la préférons à l'autre.

Sous le titre « L'oiseau n'a plus d'ailes », Claude Lanzmann publie 60 lettres. Elles émanent d'une correspondance privée et ont été écrites entre décembre 1938 et mars 1941 par un jeune homme, Peter Schweifert. Né d'un père allemand et d'une mère juive, il n'a pas essayé d'échapper aux persécutions nazies. Comme tant d'autres, il aurait pu se débrouiller, essayer de survivre dans le système du IIIe Reich, jusqu'au dernier petit matin. Mais Peter était juif. Il a voulu pleinement assumer cette condition.

En 1938, il rompt avec sa famille, avec cette mère qu'il admirait tant et qu'il ne cessera pas d'interroger. Il gagne alors le Portugal, où il vit, plutôt mal que bien, dans un petit village, Faro. Et puis, il va à l'ambassade d'Allemagne à Lisbonne, où il se déclare comme juif. A l'époque, puisque son père était allemand et sa mère juive, aucune disposition légale ne l'obligeait à faire ce geste.

Sa famille réagit mal. Son père pense que cette décision est excessive et frivole. Selon une vieille règle, il décide de lui couper les vivres. Peter a choisi. Il écrit à sa mère, la questionne sans cesse, s'inquiète qu'elle puisse se remarier avec un catholique pour échapper à la persécution. Car lui ne veut pas passer à travers les mailles du filet.

Le dictateur Salazar décide, pour faire plaisir à Hitler, d'expulser les Juifs allemands du Portugal. Peter se retrouve à Athènes. Il vit chichement. Mais sa décision s'élargit : il va s'engager dans les Forces françaises libres. En mars 1941, il devient soldat et combat ce pays où il a été élevé, l'Allemagne. Ses lettres s'arrêtent là. Il ne pourra plus écrire à sa mère et seuls les messages de la Croix Rouge lui donneront de temps en temps de très vagues nouvelles. En 1945, dans une des dernières offensives des Alliés contre l'Allemagne, il sera tué d'une grenade en plein visage.

Ses lettres remarquablement bien écrites montrent le cheminement de cet adolescent qui deviendra homme en refusant le système dans lequel le nazisme voulait enfermer les Juifs. Il en mourra, mais en pleine conscience : « Nous ne devons pas nous taire, écrivait-il à sa mère. Pendant que tes enfants célèbrent des fêtes et jouissent de la vie, des centaines de Juifs sur un bateau, après s'être vus refuser par tous les pays de ce continent l'autorisation de débarquer, signent une déclaration aux termes de laquelle ils se suicideront si on les renvoie en Allemagne. C'est à ceux-là et à ceux-là seuls que nous devons penser ».

Une autre fois, lui qui était nourri de poésie, d'Arthur Rimbaud et de Rainer-Maria Rilke, citait ces vers : « O Seigneur, donne à chacun sa propre mort, celle qui découle de chaque vie, où il trouvait amour, sens et besoin ».

Ce choix de la responsabilité qui conduit parfois à la mort, on le retrouve dans un autre livre — paru, lui aussi, chez Gallimard — « La guerre sur les collines ». Roman autobiographique et journal à la fois, il a été écrit par Beppe Fenoglio, un auteur que l'on peut comparer à Cesare Pavese. Il raconte les aventures d'un jeune intellectuel piémontais, Johnny, qui choisit de s'engager dans les partisans. Pour lutter contre les Allemands et leurs alliés fascistes.

C'est un très bon livre. Et celui-là, comme les lettres de Peter Schweifert, réconcilie avec l'Histoire. Et ses acteurs.

NICOLAS BRIMO

« Du côté des bourreaux »

Alain Guérin poursuit sa gigantesque entreprise : raconter la Résistance de façon globale. Le Livre-Club Diderot vient de publier le tome 3 de cet ouvrage en gestation : « La Résistance ; du côté des bourreaux ». Cinq longs chapitres qui font souffrir comme autant de blessures : le danger, la torture, la mort, la trahison, la geôle. Cinq pages terrifiantes du nazisme. Traversées par les plaintes des héros sanguinolents, par la rage des traîtres, ou des miliciens et la complicité des pétainistes, par le sadisme des S.S. et la bestialité de la Gestapo, par l'horreur des camps de la mort et les cris des innocents. Tout est dit, raconté, mesuré, chiffré : le fascisme, c'est ça. On pense au Chili : les noms ont une autre consonance, mais les victimes sont les mêmes. Le sang qui coule dans ce livre est le même que celui qui rougeoie entre les Andes et le Pacifique. Terreur et résistance : le Chili subit ce qu'a subi la France. Il faut lire Guérin aussi pour comprendre ce qu'endure actuellement le peuple chilien.

Si l'on veut aborder plus en détail l'histoire de la Résistance française, deux séries d'ouvrages s'étoffent régulièrement. La collection Souvenirs des Editions sociales, qui compte déjà « La classe ouvrière dans la Résistance » d'André Tollet, « Jean-Pierre Timbaud » de Lucien Monjauvis, « Une nuit sous l'occupation » de Jean Laffite, « Le peuple, héros de la Résistance » de Louis Gazagnaire, « Déportation et Résistance en Afrique du Nord » d'André Moine et « Max Barel » de Jean-Marie Cardon. La collection La Libération de la France (Hachette), elle, a rassemblé des ouvrages sur la libération de la Bretagne, de la Normandie, de Bordeaux, de Toulouse, du Languedoc, du Nord, des Pays de Loire, de la Corse, de la Lorraine, du Limousin, de Marseille, de l'Alsace, de la Bourgogne, de l'Ain, de Lyon et de l'Auvergne.

Reste à tirer les leçons de cette abondante littérature. Des leçons pour aujourd'hui.

J.M.

JULES MOCH
socialisme de l'ère atomique
nouvelles confrontations
Si Marx vivait encore...
PLON

changer la vie culturelle

Théâtre

MONSIEUR JOURDAIN DE RETOUR

Si Roger Hanin était un écrivain, par exemple un des Anglais de cette dernière cohorte dont Pinter fournit l'illustration principale, il me semble que « Virgule », au théâtre Daunou, eût autrement retenu l'attention de la critique. Hanin étant d'abord un acteur, et de surcroît — circonstance aggravante — français, sa pièce a été tenue pour insignifiante par une partie de la critique, alors que c'est sans doute l'une de plus signifiantes qui aient été montées cette saison à Paris.

A la lettre, elle n'a pas été prise en considération. Je crains même qu'elle n'ait pas été entendue, par l'effet de cette présupposition qu'un acteur, s'il se pose en auteur, n'a rien à faire entendre.

Hanin ne s'est pas tenu à sa place. Un acteur, en France, aujourd'hui, aujourd'hui encore, est fait pour **interpréter,** non pour dire. Tel est l'un des traits les plus patents de l'esprit français : la phobie du mélange des genres. Qui a réussi dans tel registre est fait exclusivement pour ce registre, à vie ; ce qui, a contrario, le disqualifie pour tous les autres. La passion de Hanin pour le théâtre l'a poussé à croire que le tout du théâtre pouvait être son affaire. Hanin a commis une incongruité.

L'esprit français est cartésien. Tant vaut dire qu'il paraît parfois s'être mis définitivement au repos sous couleur de « cartésianisme ». Moyennant quoi la création théâtrale est en France dans l'état affligeant — « Pauvre France » ! — où on la voit depuis trente ans, chaque initiative, chaque ambition régulièrement découragée — moyennant quoi aussi, car c'est un peu un même problème, la société française n'apparaît guère moins rigide, guère moins cloisonnée que sous Guizot : résolument non-évolutive. « Cartésianisme » d'abord : les acteurs avec les acteurs, les auteurs avec les auteurs. Molière, connais pas !

Hanin n'est assurément pas Molière, mais sa pièce n'en reste pas moins des plus intéressantes, sur un sujet finalement assez proche du « Bourgeois gentilhomme ». C'est une mode, c'est même une aspiration chez le bourgeois d'aujourd'hui, le grand bourgeois, le P.d.g., que de faire voir que lui aussi quelquefois peut avoir l'âme fragile. Combien n'en voit-on pas s'offrir le luxe, la folie d'une bonne « déprime », bien délirante, pour accéder (se persuader qu'ils accèdent) à une certaine « gentilhommerie » de l'esprit. Ainsi du héros de « Virgule », et peu importe de savoir s'il délire consciemment, s'il en rajoute ou non, s'il fait ou non l'intéressant ; l'important est dans la peinture que Hanin tire de cette crise : plus il pousse l'invention, plus loin il accompagne son personnage dans le déroulement de ses fantasmes, plus sûrement il atteint à une vérité irrécusable, à une vérité de simple observation.

Grâce, beaucoup, au témoin privilégié : l'épouse du délirant, la Madame Jourdain 1974, l'éternelle Madame Jourdain, merveilleuse de bon sens, d'intuition, de tendresse. C'est Madeleine Robinson qui l'incarne, et voilà bien quand même qui aurait dû donner l'éveil aux plus somnolents des critiques : rarement j'ai vu acteur s'engager si totalement dans son rôle que cette comédienne qui vit le théâtre, qui brûle de théâtre ; ni défendre, comme on dit, son texte avec plus de foi et d'enthousiasme visibles.

Et c'est bien « texte » qu'il faut dire. Car « Virgule » est le contraire de ce qu'on appelle une pièce d'acteur, où tout est tourné vers l'effet, vers la montre. Le meilleur y vient du texte — rigoureux, serré, uni, moderne, qui arrive à l'éclat naturellement, parce que toujours maîtrisé et économe de ses moyens. Un texte, un vrai. C'est rare. Si rare, si oublié (donc si neuf), que l'on peut bien être, en effet, un moment avant d'en faire cas. Pour ma part, j'ai été fort heureux, tandis que j'écoutais Hanin, de penser plusieurs fois à Vitrac.

GEORGES CONCHON

Cinéma

LES LOULOUS ARRIVENT

L'argot a de ces vérités... Les « valseuses », c'est ce que la langue verte appelle aussi les « joyeuses ». Et joyeuses, « Les valseuses » le sont dans la version filmée que Bertrand Blier a tirée de son propre livre : itinéraire farfelu de deux faux durs au hasard des voitures volées. Le dommage, c'est de voir le jeune Blier se complaire dans les recettes du cinéma de papa : omniprésence des acteurs « de caractère » — ici, Gérard Depardieu, le Belmondo de demain — et dialogues à effets. Le dommage encore, pour Blier, c'est qu'un film moins « adroit » va venir nous donner une image plus sincère des banlieues de la prédélinquance : « La virée superbe » de Gérard Vergez — un ancien du T.n.p. et d'Avignon. Là aussi, on fait des « coups » ou on fugue. On fait pétarader les motos. On se fabrique l'Aventure, pour échapper au conformisme tricolore des adultes, martelé par le défilé du 14 juillet qui ouvre le film. En faisant tout et n'importe quoi, on essaie de combattre l'ennui des H.l.m. et ce que Vergez appelle « l'oppression de ces mille fenêtres illuminées par des postes de télévision ».

Une première approche. Il reste à de nouveaux Jean Rouch à nous donner le premier grand film ethnologique sur l'Amazonie des banlieues et ses loulous, si proches et si lointains.



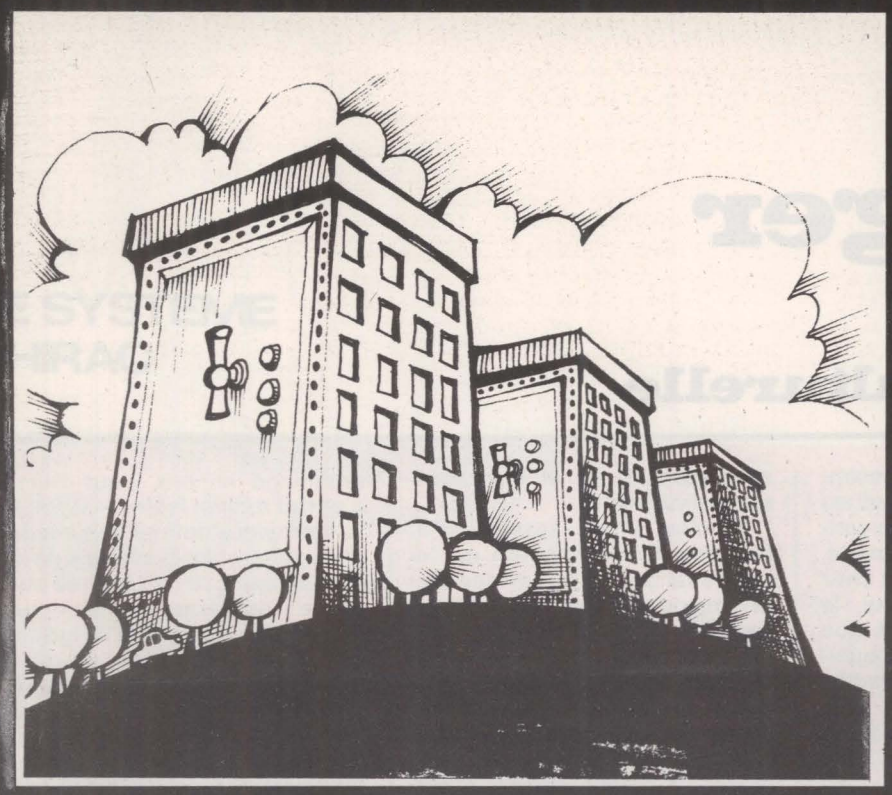
« La virée superbe ».

Télévision

LA FETE A VINCENTE

Les Français n'aimeraient pas la comédie musicale... Une idée toute faite que l'équipe du Ciné-club dominical de la 2e chaîne prend plaisir à piétiner en consacrant un cycle à l'un de ses grands auteurs : après « Le pirate » dimanche dernier, ce sera « Tous en scène » dimanche prochain. Hebdomadairement, la fête à Minnelli... et celle des spectateurs. Les plus curieux saisiront l'occasion pour découvrir dans le « Vincente Minnelli » de Marion Vidal, aux éditions Seghers, une analyse dense et sobre du langage et des thèmes d'un créateur lucide. Le tout accompagné d'extraits de critiques à diverses époques. Jeu cruel. De qui par exemple ces lignes sur un film de Minnelli, « ce music-hall pour Zoulous » : « A la fin, j'avais envie de pousser des cris d'animaux, de déchirer les fauteuils avec mes ongles, de brouter le plafond et de crever l'écran à coups de pied » ? Vous avez gagné : c'est bien de Jean-Jacques Gautier, du « Figaro », qu'il s'agit.

S. R.



LOGEMENT : UN TOIT A PRIX D'OR

Le logement devrait être un droit pour tous, mais là comme ailleurs notre société sécrète de profondes inégalités.

Il en va du logement comme de la santé ou du travail : c'est un droit pour tous. Et pourtant, là comme ailleurs, notre société sécrète de profondes inégalités. Aux gens aisés, l'espace, le confort, les meilleurs sites. Pour des millions d'autres, le logement pose encore de gros problèmes. Certains n'imaginent même pas qu'il y ait une solution.

C'est le cas de Mme H., d'Elbeuf, qui élève seule ses sept plus jeunes enfants. Les deux aînés, 18 ans et 15 ans, habitent chez sa mère. A 36 ans, Mme H. sait rester coquette. Ce qui ne doit pas être facile. Le budget familial est en effet très serré : il faut se contenter des allocations familiales et du secours à l'enfance. Et celui-ci a un peu diminué, voici deux mois, après la naissance de la petite dernière. La famille H. habite un petit appartement dans un immeuble particulièrement vétuste de la rue Isidore-Lecerf : trois chambres et une cuisine. La toilette se fait dans l'évier, où le robinet d'eau froide apparaît presque comme un signe de civilisation. Les waters ? Une cabane de planches les abrite, en bas, dans la cour aux pavés disjoints où les eaux usées s'écoulent jusqu'à stagner, au centre, en une sorte de cloaque malodorant. Car, bien entendu, il n'y a pas le tout-à-l'égoût. Le chauffage est assuré par une cuisinière à charbon. Elle sert également à faire un peu de cuisine et à sécher du linge. Faute de cave ou de grenier, le charbon est stocké sur le palier. De toute façon, l'escalier est si sale et sombre qu'on le remarque à peine.

Un w.c. pour 50 personnes

L'absence du minimum de confort réglementaire prive Mme H. du bénéfice de l'allocation logement. Elle doit donc supporter intégralement ses 500 F de loyer trimestriel. Si elle habitait une H.l.m., elle pourrait toucher l'allocation logement. Aussi en a-t-elle fait la demande depuis 8 ans. L'assistante sociale lui a laissé entendre qu'elle avait des chances d'obtenir un F5 l'année prochaine. Sans trop d'illusions, elle attend. Entre ses 4 lessives quotidiennes, la toilette des enfants, les biberons et la préparation des repas, elle n'a pas trop le temps de penser à elle. Ni de se lamenter sur son sort. « Le problème, dit-elle, c'est qu'ici, il n'y a pas de crèche. L'été, encore, j'en mets 4 en colonies. Ça me permet de prendre un peu de détente. Je vais faire respirer les plus petits à la campagne. J'aime bien me promener dans les alentours. D'ailleurs, c'est les seules vacances que j'ai jamais eues. »

Si difficile soit-elle, la situation de cette femme délaissée par son conjoint n'est malheureusement pas aussi exceptionnelle qu'on veut bien le croire. Dans la seule ville d'Elbeuf, plusieurs îlots de misère et d'insalubrité sont répertoriés. L'un d'entre eux, rue Cousin-Corblin, est même surnommé la « Cour des miracles ». Mme Z. et son compagnon y partagent 3 chambres et une cuisine avec leurs 10 enfants. « C'est pas une maison, c'est une prison, se lamente Mme Z. Une seule fenêtre, pas de waters, pas de salle de bains et pas d'eau chaude. » L'Hygiène est venue de Paris pour désinfecter. Il y avait des milliers de cafards et de punaises. On en trouvait partout. Dans les lits, dans les vêtements et dans la vaisselle. Ils ont même « bouffé » le programmateur de la machine à laver. En plus, depuis quelque temps, l'eau coule dans la cuisine, à travers le toit. C'est une honte ! Si j'avais pas les enfants, j'y mettrais le feu à cette baraque. » Dans la « Cour des miracles », ces conditions de vie sordides sont le lot de huit familles et d'une quarantaine d'enfants. C'est dire que, par exemple, 50 personnes s'y disputent les uniques waters de la cour. Lesquels, de toute façon, sont le plus souvent bouchés !

Mme Z. a également déposé une demande d'H.l.m. depuis une dizaine d'années. En vain. Peut-être est-elle pénalisée parce qu'elle vit en concubinage avec un travailleur algérien. Celui-ci donne pourtant pleinement satisfaction à son employeur, l'Azote et produits chimiques (A.p.c.), entreprise qui l'emploie depuis douze années. La famille a également de bonnes ressources : environ 5 000 F par mois. C'est dire qu'elle est solvable pour entrer en H.l.m. Seulement, le problème, c'est qu'il n'y a pas assez d'H.l.m. à Elbeuf.

Avec ses 20 000 habitants, Elbeuf est la seule ville importante de la région parisienne dont la population ait diminué. Et pourtant, le logement y est particulièrement sous-développé, pour des raisons diverses. Elles tiennent au déclin de l'industrie textile, à l'attitude très dure d'un patronat qui imposait des conditions de vie particulièrement précaires au prolétariat du textile, au siècle dernier ; enfin, épargnée par les bombardements de la Libération, Elbeuf a conservé son patrimoine immobilier pratiquement intact. Et ce qui pouvait passer pour une chance apparaît aujourd'hui comme un lourd handicap.

Près des deux tiers des logements elbeuviens sont antérieurs à la guerre de 1914. La moitié n'ont pas l'eau chaude ni les W.c. à l'intérieur.

Ces chiffres sont terribles. Ils expriment les souffrances et les manques de toute une fraction particulièrement défavorisée de la population. L'humidité et le froid, sources de rhumes, d'angines et de bronchites chroniques, étaient autrefois, avec le manque d'hygiène, les principales causes de la tuberculose.

Bien souvent, les plus mal logés supportent des frais supplémentaires. Soins et médicaments, en tout premier lieu. Mais il faut aussi allumer l'électricité plus souvent, en raison de l'obscurité, et le feu brûle 9 mois par an, pour lutter contre l'humidité. Encore ne s'agit-il pas là de cas extrêmes. Dans notre pays, les plus défavorisés sont, sans conteste, les travailleurs immigrés. Ceux-ci n'ont droit, bien souvent,

qu'à des hôtels ou pseudo-« foyers » dont l'inconfort et le manque d'hygiène le disputent aux bidonvilles en voie de disparition. La résorption de l'habitat insalubre, paraît-il à l'ordre du jour, n'aboutit bien souvent qu'à les chasser — la plupart du temps avec l'aide de la police — de bidonville en cité-transit et de cité-transit en cité d'urgence.

Il apparaît donc que, pour les marginaux, l'entrée en H.l.m. ne demeure bien souvent qu'un mirage inaccessible, en raison tant des prix que du marché du logement. Pourtant, depuis sa fondation, l'institution H.l.m. a pour mission de résoudre les aspects sociaux de l'habitat. Manifestement, le problème reste entier. Comme le prouvent les quelques chiffres suivants (1). La France compte un parc de 19 130 000 logements, dont 16 407 000 (soit 87 %) sont des résidences principales. Les deux tiers de ces logements sont antérieurs à 1949. La moitié est composée de maisons individuelles. La moyenne est de 3,46 pièces par logement, soit une superficie de 68 m2. Quant au confort, il laisse vraiment à désirer : la moitié des logements ne disposent pas à la fois d'une douche et d'un W.c. intérieur. Quatre millions et demi de ménages n'ont ni W.c. ni installations sanitaires. Enfin, près d'un million de ménages habitent des logements sans eau. On peut également s'interroger sur la nature de l'occupation des logements. A peu de chose près, le nombre des propriétaires ou accédants (44,8 %) est équivalent à celui des locataires (44,1 %). Restent un peu plus de 11 % des ménages qui bénéficient d'un logement gratuit.

Avec 1 600 000 logements en location et 372 000 en accession, les H.l.m. ne représentent que 11 % du parc immobilier. Et, bien que le parc ancien reste très important, seuls 8,5 % des logements sont encore soumis à la loi de 1948. Enfin, pour en finir avec ces chiffres, notons que près d'un logement sur quatre est surpeuplé. Cet état de fait déplorable n'est pas prêt de changer. Ainsi, le groupe « long terme » de la commission de l'habitation du VIe Plan a-t-il estimé qu'au rythme actuel, il faudrait 40 ans pour porter le parc immobilier à un niveau qualitatif satisfaisant.

Ce n'est pas admissible. Les progrès techniques et l'évolution des besoins rendent nécessaire l'accélération de l'effort accompli en faveur de l'habitat. Et en priorité, de l'habitat social. Ce qui passe par un accroissement des mises en chantier d'immeubles H.l.m. locatifs. Et, simultanément, par une véritable lutte contre la spéculation foncière dont à l'évidence notre système capitaliste libéral s'accommode au mieux. Comme le montre l'augmentation régulière des terrains : environ 15 % l'an. Encore ne s'agit-il là que d'une moyenne. Il convient de la réviser en hausse pour les terrains les plus rares, en particulier ceux du centre des villes.

Chaque année, les villes dévorent 15 000 hectares. Les 30 millions de citadins d'aujourd'hui seront 45 millions en 1985. Au rythme où augmente la charge foncière, elle va rattraper le coût de la construction. On pense même qu'elle le dépassera à Paris, pour atteindre 85 % du coût global des opérations en l'an 2000. Les spéculateurs — essentiellement les banques et les groupes de promotion immobilière — tirent leurs super-profits du foncier. Dans son livre « Sans toit ni loi » (Calmann-Lévy), Michel Bataille les évalue, pour les trois dernières années, à 45 milliards de nouveaux francs, soit l'équivalent du budget de l'Education nationale pour la même période.

La cherté du sol a de graves conséquences. Elle est directement responsable de la densité croissante des constructions. Au prix du mètre carré, la seule façon de rentabiliser consiste à augmenter les hauteurs et à limiter au maximum, souvent au-delà, les « espaces » verts. D'où la multiplication des tours et des bâtiments-murs longs de plus de 100 mètres.

L'opération Guichard

Des solutions au problème foncier existent pourtant. La municipalisation des sols, la création d'offices fonciers municipaux et le droit de préemption des municipalités en sont quelques-unes.

Mais l'ancien et tout à la fois nouveau ministre de l'Equipement, Olivier Guichard, ne va pas jusque-là. Son projet de loi foncière, que doit discuter le Parlement, comporte trois mesures. La première vise à instituer entre les propriétaires fonciers une sorte de Bourse des « droits à construire ». Il s'agit, en fait, d'une péréquation entre les propriétaires nantis d'un « bon » terrain (à construire) et les propriétaires affligés d'un terrain mitoyen « inconstructible ». Dans une zone donnée, chaque propriétaire aurait un « coefficient d'occupation du sol » (Cos) théorique, qu'il ait ou non le droit de construire ; chacun pourrait ainsi vendre son Cos à l'acquéreur qui pourrait, de ce fait, construire plus, là où le plan le prévoirait. Ainsi seraient éliminés l'injustice et l'arbitraire des décisions administratives qui déterminent la constructibilité — donc la valeur marchande — des terrains. Pour pouvoir profiter pleinement de leur droit à construire, les propriétaires d'un terrain constructible devront acheter aux autres propriétaires inclus dans le plan d'urbanisme les Cos possédés également par tous (mais non utilisables par chacun).

La seconde mesure est plus spécifiquement dirigée contre la ségrégation sociale : dans les villes de plus de 30 000 habitants sera instituée une taxe locale d'urbanisation. Cette taxe sera prélevée sur toutes les constructions non sociales, son taux pouvant atteindre 10 % à 30 % de la valeur foncière du terrain en cause. Le montant de cette taxe, qui devrait rapporter près d'un milliard de francs aux communes en 1974, servira à financer le logement social dans les villes.

Bien sûr, l'idée n'est pas mauvaise. Mais elle se heurte à des obstacles importants : la taxe ne s'applique qu'aux nouvelles constructions. Et cela en limite considérablement la portée : les profits spéculatifs énormes qui proviennent de la modernisation des immeubles anciens resteront épargnés. D'autre part, les promoteurs, premiers visés par cette mesure, ne manqueront pas de répercuter le montant de la taxe dans leur prix de vente.

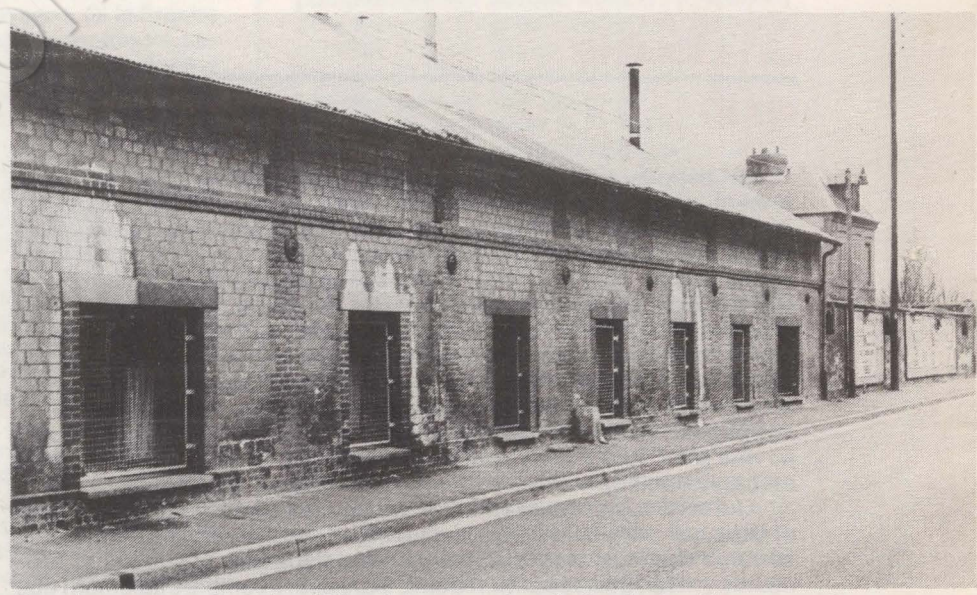
La troisième mesure du projet Guichard consiste en un adoucissement du régime de l'expropriation : le délai imparti à l'administration pour se décider à acheter est ramené à trois ans ; jusqu'à présent, quand une collectivité prenait une déclaration d'utilité publique (Dup), le terrain pouvait être gelé pendant 10 ans. Coup de griffe aux promoteurs et patte de velours aux propriétaires, Guichard ne peut pas mécontenter tout le monde à la fois...

En relevant la charge foncière, un des principaux effets de la spéculation est d'annuler, dans les coûts globaux des constructions, la baisse liée aux progrès techniques et à l'accroissement de la productivité. Des efforts et des progrès importants ont en effet permis depuis quelques années d'améliorer la qualité des constructions — y compris H.l.m. — non seulement sur le plan architectural, mais bien plus encore dans l'isolation acoustique et thermique. Le tout à des prix raisonnables. Contrairement à une opinion répandue, l'habitat social n'est ni étranger à cette amélioration ni condamné à la médiocrité. Malheureusement la technique ne suffit pas.

Rares et chers dans le centre des villes, les terrains deviennent hors d'atteinte pour les constructeurs sociaux. Ainsi, faute d'une politique foncière adaptée et de l'effort financier indispensable, les catégories les plus défavorisées se trouvent rejetées à la périphérie des villes. Le cas de la région parisienne est, à cet égard, le plus frappant. La capitale devient, petit à petit, par le biais de la rénovation, le lieu réservé des gens aisés. La conséquence directe en est une modification de l'échantillon des catégories socio-professionnelles, au détriment des travailleurs. On note aussi une transformation de la pyramide des âges dans le sens d'une diminution sensible des classes d'âge autour de la trentaine. La conséquence politique indirecte de la rénovation tient dans une relative perte d'audience de la gauche dans certains secteurs de la capitale.

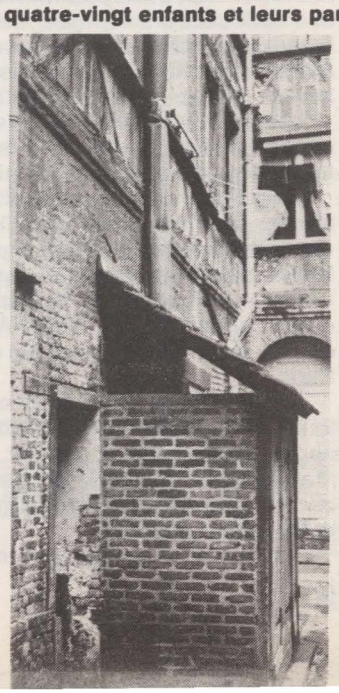
L'opération Front-de-Seine, dans le 15e arrondissement, est parfaitement caractéristique. Plus de 4 000 logements y sont édifiés, dont 2 650 par des promoteurs privés. Bien qu'il s'agisse d'une opération de rénovation publique réalisée par une société d'économie mixte dont la

→



Dans les anciens abattoirs d'Elbeuf vivent quatre-vingt enfants et leurs parents.





Ville de Paris détient 50 % du capital. L'abandon au secteur privé saute aux yeux ! Aussi ne faut-il pas s'étonner des prix prohibitifs atteints par les appartements des tours du Front-de-Seine. Les 5 pièces à 800 000 F y deviennent cependant introuvables. Qui peut acheter à un tel prix ? Ce ne sont certainement pas les ouvriers, ni même les employés, les techniciens, les fonctionnaires et les cadres moyens qui peuvent payer des prix oscillant entre 4 000 et 6 000 F le m2 avec leurs seuls salaires.

En 1970, le promoteur d'une de ces tours a fait un petit sondage pour connaître le profil de ses futurs clients. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 50 % d'industriels et de gros commerçants, 16 % de cadres moyens, 5 % de fonctionnaires et 11 % de « sans profession ». On cherche en vain les ouvriers, qui représentent pourtant une portion encore importante de la population du sud de Paris.

D'ailleurs, comme le prouvent les chiffres difficilement obtenus par Claude Estier, lors de la dernière session du Conseil de Paris, le Front-de-Seine ne va pas à contre-courant de la politique générale de l'habitat de Paris.

Lors de la séance du 21 mars, répondant à une question du président du groupe U.d.r., Jean Tiberi, le directeur de l'urbanisme et du logement précisait que le total des logements sociaux financés à Paris en 1973 s'élevait à 3 748 dont 2 166 H.l.m., 524 P.l.r., 223 l.l.n. et 835 l.l.m. (2) et il ajoutait que ces résultats n'étaient pas plus mauvais (sic) que ceux des années précédentes. Claude Estier lui demanda alors combien de logements au total avaient été construits à Paris pendant la même année 1973. « Entre 17 000 et 18 000 » fut la réponse. Ce qui signifie que, même en faisant entrer dans ce total d'autres logements aidés (mais il faudrait aussi se demander si des l.l.n. à 600 F par mois sont véritablement des « logements sociaux »), on construit à Paris trois fois plus de logements de standing que de logements sociaux.

En fait, partout en France, on assiste à une démission spectaculaire de l'Etat au profit des capitaux privés. Le financement de la construction par les banques a atteint 40 milliards en 1972, soit les deux tiers du total (49 % en 1970). La part de l'Etat régresse d'autant. Comme le capitalisme ne passe pas pour particulièrement philanthrope, le secteur le plus touché par la régression de 1973 a été celui des logements aidés (moins 14 %). La part des logements de luxe n'a fait, dans le même temps, que croître et embellir (plus 27 %). Voilà pour les logements achevés en 1973. Toujours au cours de l'an passé, 200 000 logements de standing ont été mis en chantier (178 000 en 1972) tandis que ceux bénéficiant de l'aide publique tombaient à 360 000 (contre 376 000 en 1972). Encore convient-il de noter qu'à l'intérieur de ces chiffres, la part du secteur locatif H.l.m. elle-même régresse en pourcentage.

Un double exil

En période d'inflation, les logements de standing sont particulièrement appréciés et recherchés par les détenteurs de capitaux. La pierre représente, en effet, un des plus sûrs placements lorsque l'argent fond. Certains en arrivent ainsi à posséder 2 ou 3, voire 10 logements et plus. Cette spéculation anime artificiellement le marché de l'immobilier. Le premier effet de cette demande artificielle est bien entendu une pression en hausse sur les prix. La Fédération nationale des promoteurs-constructeurs (F.n.p.c.) elle-même ne cache plus son inquiétude : la part des investisseurs (3) est passée, depuis deux mois, de 30 à 50 % de l'ensemble des acheteurs. A janvier et février correspond en effet un certain tassement du nombre des investisseurs à Paris (25 à 30 %), mais une forte augmentation de leur pourcentage en banlieue et en province (Ouest, côte d'Azur, Grenoble...).

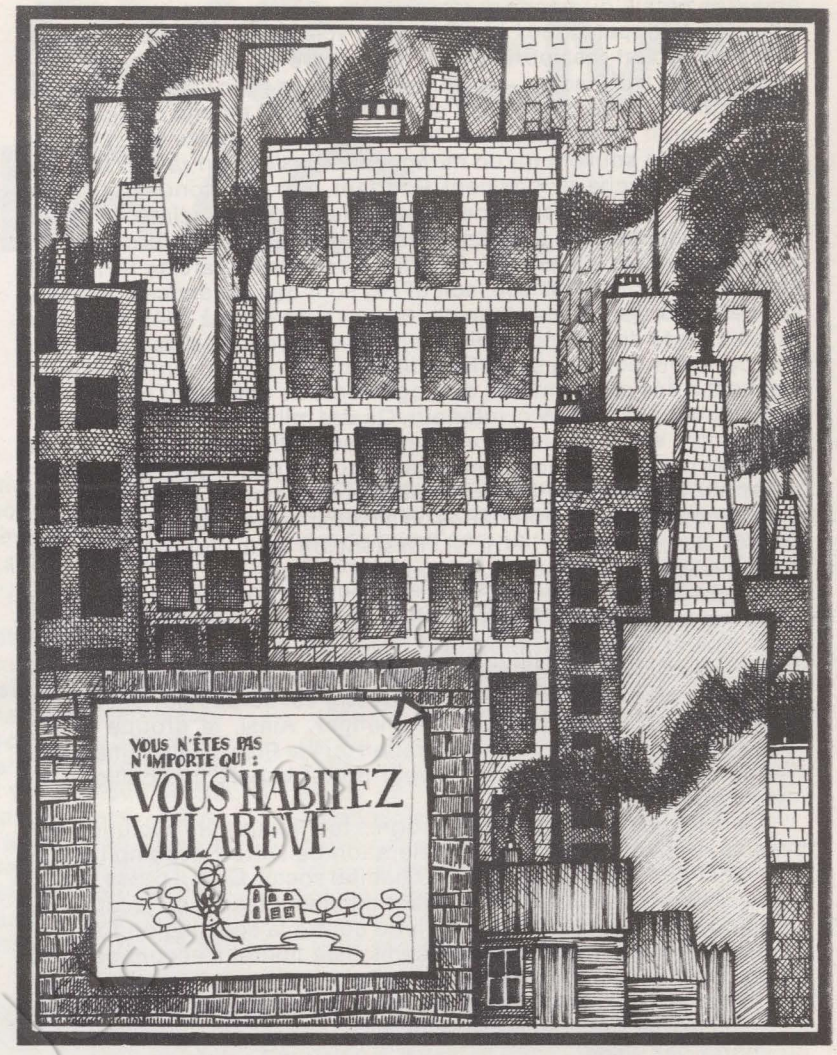
Qui sont ces investisseurs ? Outre les compagnies multinationales et ceux qui cherchent à préserver un héritage des effets de l'inflation, certains capitaux arabes (Liban, Arabie Saoudite...), suisses et allemands ont fait une apparition très remarquée. Il semble également que des spéculateurs français aient constitué en Suisse des sociétés de façade spécialisées dans l'investissement immobilier. Ce qui leur permet d'échapper à la fois au fisc français — l'entreprise est suisse — et au fisc suisse — l'entreprise n'opère qu'en France.

Catala, de la F.n.p.c., ne cache pas que tout cela aboutit à une transformation structurelle de l'offre entre constructions sociales et logements de standing. Au profit des seconds, bien sûr.

Dès lors, nul ne peut plus s'étonner si, au cours des dix dernières années, des dizaines de milliers de Parisiens ont été chassés de la capitale. Relogés à moindre prix dans les grands ensembles de lointaines banlieues, comme « les 4 000 de La Courneuve » ou « le Bois-l'Abbé », à Champigny, ils ont dû affronter un amoncellement de difficultés nouvelles. Le Bois-l'Abbé... Ce sont 3 400 logements « sociaux » dont plus de la moitié est gérée par l'office H.l.m. de la Ville de Paris.

Quitter Paris, pour tous ces gens, c'était quitter leur quartier et leurs amis. Aller au Bois-l'Abbé pouvait être un plaisir, celui d'emménager dans un vrai logement, avec cuisine, waters et salle de bains. Mais très vite, il a fallu déchanter. L'éloignement du lieu de travail a contraint bien des femmes à quitter leur emploi, réduisant d'autant les ressources familiales.

La plupart des chefs de famille se rendent à Paris tous les jours. La journée de travail s'en trouve allongée par près de deux heures de trajet (4). Fatigue et lassitude sont vite apparues. De plus, les transports sont chers : il faut bien compter 150 F en moyenne par personne et par mois.



Le plus gros problème, c'est « la quittance ». La plupart des locataires du Bois-l'Abbé habitaient auparavant dans des logements exigus, sans confort et souvent sans hygiène, mais bon marché. Au Bois-l'Abbé, leur surprise fut de taille. Mais honorer la quittance — payer le loyer — tient souvent de l'exploit avec un budget familial amputé du prix du transport. Aussi, après deux années, près d'un tiers des familles avaient plusieurs mois de loyers de retard. Ce qui s'est traduit par le cortège sinistre des commandements d'huissiers suivis de saisies. A la fin du premier trimestre 1973, 600 familles étaient menacées d'expulsion.

C'est d'autant plus scandaleux qu'il s'agit là de logements dits sociaux. Les quittances en deviennent si élevées que le nombre de familles trop modestes pour prétendre à l'attribution d'une H.l.m. augmente sans cesse. D'autres doivent les abandonner à la hâte, avant que d'en être expulsées. Ainsi aboutit-on à des situations paradoxales, de ce type : 130 logements du Bois-l'Abbé restent vacants, alors que 1 200 familles campinoises sont officiellement considérées comme mal logées. Choquée, la municipalité a récemment relogé d'office cinq familles parmi les plus nécessiteuses. Dans le seul département du Val-de-Marne, où se trouve Champigny, 24 000 logements vides ont été recensés, tandis que 40 000 mal logés y attendent un appartement.

Voilà quelques effets du capitalisme libéral où les logements, comme n'importe quel bien de consommation, sont assujettis à la loi de l'offre et de la demande. A ceci près, comme on l'a vu, que la rareté et la spéculation en font un bien de luxe et un élément supplémentaire de ségrégation. En effet, les habitants des grands ensembles ne sont pas seulement exilés à la périphérie. Ils sont aussi regroupés en un même lieu et dans un même type de logements, par catégories socio-professionnelles. Nul n'ignore que l'insuffisance d'écoles, de crèches et d'équipements sportifs, hospitaliers et socio-culturels est une caractéristique fondamentale des grands ensembles. La bonne volonté des élus de ces communes — le plus souvent ouvrières — où des milliers de logements sont implantés en quelques années ne peut suffire à combler les carences des promoteurs. L'accroissement des charges municipales n'est pas compensé par l'augmentation de recettes tirée des impôts locaux de ces nouveaux arrivants — lesquels sont injustement pénalisés par cette situation dont ils ne sont pas responsables.

On parle souvent de l'ennui et du désœuvrement dans les « cités-dortoirs ». Tant chez les jeunes et les adolescents que chez les adultes, cela existe, en effet. L'animation et les maisons de jeunes seraient capables d'y porter remède. Mais elles restent l'exception. A l'opposé, ceux dont les ressources sont suffisantes pour habiter le centre des villes trouvent tout à deux pas de chez eux. C'est un aspect de l'inéga-

lité par l'habitat qui mérite d'être particulièrement souligné car, peut-être moins « visible » que d'autres, il n'en est pas moins tout aussi profond.

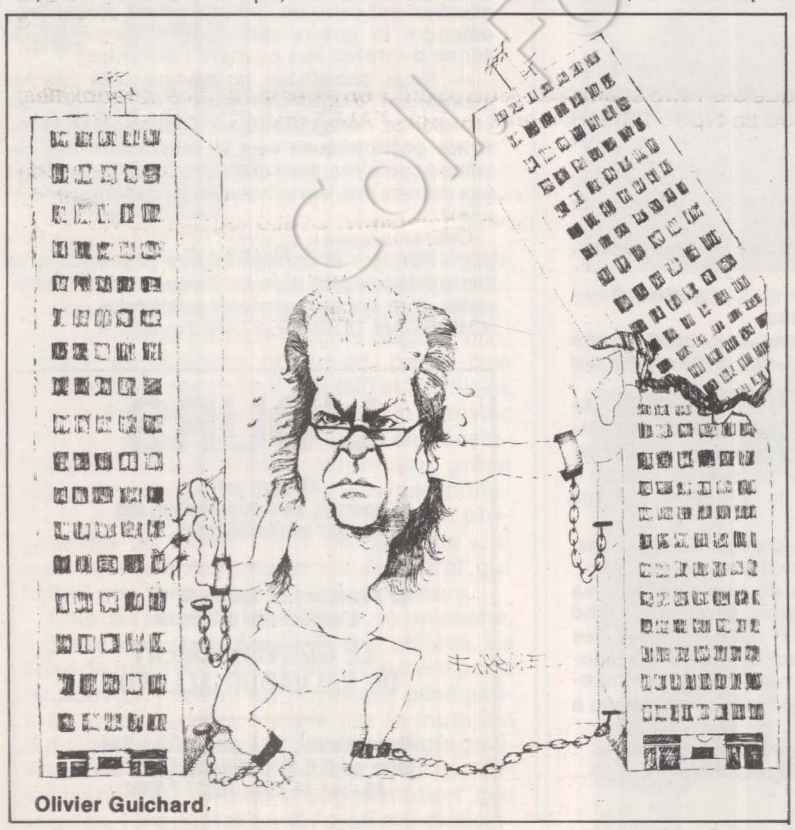
La rénovation pas plus que l'institution H.l.m. ne sont ici en cause. L'une est indispensable pour restructurer les quartiers anciens et résorber l'habitat insalubre. L'autre est le bon moyen, avec l'allocation logement, de résoudre le problème social de l'habitat. Seulement ces deux activités, prises dans les mécanismes de notre système basé sur le profit, sont détournées de leur véritable vocation par les effets d'une politique antisociale. N'est-il pas absurde et scandaleux de voir l'accès des H.l.m. interdit aux plus modestes pour cette simple raison que, précisément, ils ne sont pas solvables ? Quand on sait qu'en 1972, 55 % des locataires d'H.l.m. avaient des ressources mensuelles inférieures à 1 000 F, que 30 % touchaient un revenu compris entre 1 000 F et 1 500 F et que 15 % seulement d'entre eux étaient rémunérés à plus de 1 500 F, on se demande ce que peuvent bien gagner ceux qui en sont proscrits.

Cette attitude va d'ailleurs à l'encontre de la raison d'être des H.l.m., telle que Maurice Langlet, secrétaire général de l'Union nationale des H.l.m., l'avait définie en juin 1970 : « La raison d'être de l'intervention H.l.m. réside dans la difficulté ou l'impossibilité pour certaines personnes et familles d'accéder à un logement salubre et confortable ». Il est vrai que Langlet s'était empressé d'ajouter : « Il est évident que l'efficacité de cette intervention repose d'une manière fondamentale sur les mécanismes financiers susceptibles de mettre le bon logement à la portée de tous, encore que les moyens techniques et fonciers peuvent en faciliter le succès. »

Pour les moyens techniques, on a vu que leurs effets positifs pour diminuer les coûts de construction étaient annulés par l'accroissement de la charge foncière. Quant aux mécanismes financiers... Après des augmentations successives, le taux d'intérêt des prêts consentis aux organismes H.l.m. est passé à 2,95 % en 1970, les prêts étant remboursables en 40 ans. Leur taux était auparavant de 1 % sur 45 ans. C'est donc bien à un triplement des charges des offices H.l.m. qu'aboutit la politique actuelle sur ce plan. La conséquence inévitable en a été une hausse des loyers et du coût de l'accession nettement supérieure à celle du pouvoir d'achat. Ainsi, au cours des dix dernières années, les loyers H.l.m. ont augmenté deux fois plus vite que le Smic, dont l'élévation a pourtant été beaucoup plus importante que celle des autres salaires.

On aboutit aujourd'hui à des prix de construction H.l.m. compris entre 38 F et 42 F le m2. Cela met le loyer d'un appartement de 80 m2 (120 m2 en surface corrigée) à 400 F par mois. A quoi il convient d'ajouter les charges. Celles-ci viennent de connaître des hausses considérables, principalement en matière de chauffage, où les acomptes ont été majorés de 50 à 60 %. Après la hausse du fuel, ce fut celle de l'électricité, augmentée de 14,6 %. Maintenant, c'est au tour du gaz et du charbon. Aussi peut-on estimer qu'aux 400 F de notre loyer-type il convient d'ajouter 200 F minimum pour les charges. Ce qui met notre F4, en H.l.m., à 600 F par mois, soit la moitié du Smic réclamé — en vain — par les partis de gauche.

André Puyet, secrétaire de la Confédération nationale du logement (C.n.l. - 9, rue Montéra 75012 Paris), montre à l'aide d'un exemple l'amputation subie par le pouvoir d'achat sous l'effet du relèvement des charges. Un O.s. de la région parisienne, au salaire de 1 500 F par mois, a été augmenté de 2 % au début de janvier. Soit 30 F par mois. Or, dans le même temps, en raison de la hausse du fuel, son acompte pour charges est passé de 100 F à 150 F, soit 50 % d'augmentation. On s'aperçoit alors que son « relèvement » de salaire ne couvre même pas les seules augmentations de chauffage... Sans parler du reste.



Olivier Guichard.

Le coût du logement et des charges, chauffage compris, est donc très élevé. Pour les locataires en H.l.m., il représente entre 20 et 30 % des ressources en tenant compte de l'allocation logement. Ce pourcentage est encore plus élevé pour les locataires du secteur libre et pour les accédants à la propriété.

Cette constatation appelle deux remarques. La première concerne le prétendument scientifique indice des prix élaboré par l'Insee, sur lequel gouvernement et patronat se basent pour suivre l'évolution du coût de la vie. Et accorder, le cas échéant, des rattrapages de salaire à leurs employés. Dans ce budget type, la part du logement représente 4,92 %. On pourrait en rire si cet indice ne jouait un tel rôle social.

La deuxième remarque concerne l'allocation logement dont on nous annonce la prochaine révision en vue d'accroître le nombre de ses bénéficiaires et de prendre en compte une partie des charges. Son montant est en général trop faible et les limites y ouvrant droit demeurent étroites. En outre, son plafond fixé pour le moment à 300 F ne permet en aucun cas de lutter contre la ségrégation par l'habitat. Ce n'est pas avec 300 F d'allocation logement qu'on pourra permettre aux travailleurs d'emménager dans les tours du Front-de-Seine.

Les solutions de la gauche

D'ailleurs, ils n'en demandent pas tant. Force leur est de constater que ce régime est incapable de leur garantir le droit au logement auquel ils aspirent légitimement. Et s'ils parviennent à se loger, c'est au prix de quels sacrifices ! La situation actuelle est devenue intolérable. Il faut, comme le font les partis de gauche et la C.n.l., exiger du gouvernement qu'il prolonge le blocage des loyers, dont les effets doivent normalement cesser en juillet. Au moins jusqu'à la fin de l'année. De plus, des mesures sévères de contrôle doivent être prises pour contenir la hausse anarchique des loyers qui ne manquerait pas de reprendre par la suite. La définition des charges doit être limitée au maximum, afin de n'imputer aux locataires et copropriétaires que leur part réelle des frais. Pour le chauffage, la réduction des marges des grandes compagnies pétrolières et la diminution du taux de la T.v.a. sur les combustibles s'imposent. Il conviendrait, d'une manière plus générale, de libérer le logement social, à tous les niveaux, des importants prélèvements fiscaux et parafiscaux opérés par l'Etat.

L'aide à la pierre doit être complètement reconsidérée. A tout le moins doit-elle retrouver son niveau antérieur de prêts à 1 % sur 45 ans. Seule la nationalisation du crédit prévue par la gauche peut rendre l'accession à la propriété plus abordable. Néanmoins, celle-ci prévoit de soutenir en priorité les constructions de logements locatifs. Dans le but de les rendre de 25 à 33 % moins chers. C'est rendu possible par son projet d'épargne foncière, qui apparaît comme un moyen original de résoudre le problème de la spéculation tout en évitant les expropriations spoliatrices et le rachat massif, trop coûteux. Il apparaît également indispensable de renforcer le rôle des collectivités locales et d'accroître leurs ressources. Il faut enfin démocratiser la gestion des ensembles en y associant les locataires et les copropriétaires ou leurs représentants.

Face à la situation du logement, les partis de gauche ont élaboré une série de mesures de ce type, seules capables de répondre aux véritables besoins de la plupart d'entre nous. Le nombre des mallogés, le coût du logement et les inégalités scandaleuses montrent en effet suffisamment qu'on ne peut compter sur ce régime pour résoudre le problème de l'habitat dans une perspective sociale.

JEAN-LOUP REVERIER

(1) Source Insee : les revenus des ménages en 1970.

(2) H.l.m. : habitation à loyer modéré, financement à 2,95 % sur 40 ans ; P.l.r. : programme à loyer réduit, financement à 1 % sur 45 ans.

Ces deux catégories, étant entendu que la seconde devient numériquement infime, représentent les logements les moins coûteux. En raison, précisément, de leur mode de financement. Les immeubles à loyer moyen (l.l.m.) et à loyer normal (l.l.n .) ne sont subventionnés qu'à environ 50 % et à des taux nettement supérieurs, proches de 7 %. Ce qui explique le coût élevé de ces logements.

(3) Investisseurs : ceux qui achètent non pour se loger (ce qui est le cas des acquéreurs ou des accédants), mais pour placer leur argent. Les investisseurs recherchent de préférence des logements de petite taille, comme les studios et les 2 pièces. Ce qui influence le marché de la construction, mais ne correspond pas aux besoins réels de la population. Enfin, les investisseurs détiennent une part croissante du marché locatif de standing.

(4) Sur un million de banlieusards qui travaillent à Paris, 225 000 passent moins de 2 heures par jour dans les transports en commun. Les 750 000 autres se répartissent comme suit. Entre 2 heures et 2 heures et demie de transport par jour : 400 000 ; 300 000 personnes ont entre 2 heures et demie et 3 heures de transports et les 75 000 restant en ont plus de 3 heures.

Courrier

Nos lecteurs ont la parole

A propos d'un sondage

« Lecteur de « l'Unité » et militant du Parti socialiste, je voudrais faire part aux autres lecteurs des quelques réflexions que m'a suggérées le sondage effectué auprès des délégués au congrès de Suresnes. L'enquête révèle que, sur 250 délégués interrogés, 46 % étaient cadres supérieurs ou membres d'une profession libérale et 25 % enseignants. Cette forte proportion d'intellectuels et de cadres m'a conduit à me poser des questions sur le recrutement sociologique du Parti.

Ce parti ne contient-il que des salariés privilégiés ? Ou plutôt sont-ils les seuls à être élus et à prendre des responsabilités ? La deuxième hypothèse semble la plus vraisemblable, mais elle n'en est pas moins lourde de significations ».
(ALBAN FAURE, 31-Toulouse).

L'action de F.o.

« Dans le n° 100 de « l'Unité » vous publiez une lettre, « N'oubliez pas F.o. », qui a enfin réconforté les militants Force ouvrière adhérents au P.s. et leur a fait espérer la fin de l'ostracisme de votre journal à leur égard.

Malheureusement, dès le n° 101, dans « La révolte des cols blancs », vous trouvez le moyen d'expliquer la grève dans les banques sans parler une seule fois de Force ouvrière.

Il suffit de comprendre que l'ambition d'un syndicat authentique n'étant pas la conquête de l'État et parce que nous savons que, quel que soit le système, fût-il de type socialiste, notre rôle contestataire et de défense demeurerait, nous ne pouvons en tant que syndicalistes soutenir ou cautionner une formation politique dans son entreprise d'accession au pouvoir. Mais, attention, être attaché à l'indépendance syndicale ne veut pas dire qu'au-delà des revendications immédiates nous ne travaillons pas à l'avènement d'une autre société. Le congrès confédéral d'Amiens en 1906 a adopté une Charte constitutive de la C.g.t. et Force ouvrière, continuatrice de cette même C.g.t., respecte toujours avec force et conviction tous les principes de cette Charte, car il est des valeurs qui demeurent malgré le temps qui passe... On peut y lire notamment : « Le syndicat groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat... » Cette finalité de la Charte d'Amiens est bien une reconnaissance de la lutte des classes sans ambiguïté. On pourrait également vous parler de notre action syndicale sérieuse et efficace qui s'exerce au travers de la revendication et du dialogue, de la manifestation et de la grève, on pourrait...

Ainsi, nous nous sentons socialistes à part entière et nous n'avons pas à rougir de notre appartenance à Force ouvrière ».
(J.P. LALLE, 71 Chalon-sur-Saône).

FRONTIÈRE

AU SOMMAIRE DU N° 15

- L'état et la révolution autogestionnaire.
- La France et le Chili : la logique de l'affrontement.
- Armée : défendre la France socialiste.
- Quelle école pour le socialisme ?
- La province dépossédée.
- Une enquête : l'information marchandise.

Vente en kiosques : 72 pages - 6 Fr.
BULLETIN D'ABONNEMENT ANNUEL - 50 Fr. au lieu de 60 F.

NOM ..... PRENOM .....
ADRESSE .....
règlement par - chèque postal (trois volets) à l'ordre de FRONTIERE - N° 33.765-32 LA SOURCE, chèque bancaire, à l'ordre de FRONTIERE
FRONTIERE - 246, rue Saint-Martin - PARIS 3ème.

Pour Madame Amélie

« Abonnée de « l'Unité », je vous écris au sujet de votre article concernant la dame de 81 ans qui doit vivre avec 580 F par mois.

Certes, elle n'est pas la seule et, pour « changer la vie » des deux millions qui vivent avec moins de 450 F par mois, il faut autre chose qu'un simple réflexe de solidarité, aussi sincère soit-il... En attendant — car on ne vit pas d'espoir à cet âge... — voulez-vous lui faire parvenir, au nom de l'amitié des lecteurs de « l'Unité » (et non pas en mon nom), la petite somme correspondant au chèque que je joins à cette lettre.

Avec ma sympathie, pour vous et pour toute la rédaction. »
(G. MACE, 92100-Boulogne)

Le vrai responsable

Je pense qu'il faut absolument profiter de la campagne du P.s. contre les inégalités pour attaquer à fond le ministre des Finances, responsable depuis plusieurs années de notre économie, des inégalités sociales et de l'injustice fiscale.

Valéry Giscard d'Estaing joue à fond la carte du laisser-faire, du libéralisme, c'est-à-dire la loi de la jungle :

— l'inflation qui profite aux spéculateurs et à la haute finance,

— les inégalités sociales qui permettent d'éviter une politique des revenus,

— une fiscalité complexe qui permet une fraude étendue, et surtout une évasion fiscale pour les non-salariés les plus « malins »...

Valéry Giscard d'Estaing est l'antithèse type de la doctrine socialiste. Sous une apparence libérale, sociale et technocratique, c'est un conservateur orthodoxe, et le plus dangereux. Surtout qu'il sait parfaitement tourner la situation à son profit :

— ses échecs : inflation, prévision de hausses, monnaie flottante, il les transforme en succès ;

— et cela prend auprès de l'opinion (voir sa popularité), c'est là le paradoxe, parce qu'il prend un air sérieux à la télévision pour expliquer des choses tout à fait banales sur la situation économique et financière que n'importe quel commentateur spécialisé ferait aussi bien, sinon mieux, à sa place.

Et les remèdes qu'il propose sont très simples : sacrifices, blocage des salaires, travailler plus... tout pour les mêmes, quoi ! »
(J. LUGEZ, 62-Lillers).

A NOS ABONNES

Un certain nombre d'abonnements normaux ou spéciaux de 15 semaines n'ayant pas été renouvelés lors de leur arrivée à échéance, il s'ensuit pour les intéressés une interruption dans le service de « l'Unité » et, pour nos services administratifs, des opérations supplémentaires qui peuvent être sources d'erreurs.

Pour éviter ces contretemps, nous insistons auprès de tous nos abonnés pour qu'ils renouvellent leur abonnement pour un an dès que la bande d'envoi leur indique que celui-ci arrive à échéance. Nous saisissons cette occasion pour remercier tous ceux qui, ayant répondu à notre campagne spéciale de l'automne dernier, nous ont déjà renouvelé leur confiance en nous adressant un abonnement d'un an et souvent de soutien.

Plus que jamais dans la période qui s'ouvre nous comptons sur tous ceux qui nous lisent déjà pour nous aider à gagner de nouveaux abonnés à l'hebdomadaire du Parti socialiste. C'est le devoir de tous les militants et sympathisants.

P.s. Nous venons de découvrir qu'un certain nombre de lettres T contenant des demandes d'abonnement de 15 semaines avaient été détournées en décembre par un facteur indélicat. Ce qui explique que les abonnements correspondants n'aient jamais été servis. Nous prenons les dispositions nécessaires pour que les intéressés puissent recevoir « l'Unité » dans les meilleurs délais.

« Charlie Airport »

« Dans le numéro 102 de « l'Unité », vous dénoncez à juste titre les « bavures » techniques de « Charlie Airport » ; vous rappelez également les incidences que son fonctionnement aura sur la vie de 250 000 personnes, l'action entreprise à ce sujet par le P.s. Tout cela est indispensable. Mais il me semble que « l'Unité » doit non seulement informer, mais aussi former ses lecteurs, c'est-à-dire les amener, à partir de l'actualité, à réfléchir aux grands problèmes qui se posent à nous, aux solutions socialistes que nous pouvons leur apporter. Dans le cas qui nous intéresse, et à moins que vous ne l'ayez déjà fait dans le numéro du 23 novembre (auquel je ne peux me reporter), n'aurait-il pas été souhaitable de poser le problème des transports aériens sur le fond ?

— Est-il logique d'empoisonner l'existence de 250 000 personnes qui ne prendront jamais l'avion au profit de 4 % de la population ?

— L'argument généralement opposé à cette question est celui de l'emploi ; mais alors faut-il défendre la guerre du Vietnam parce qu'elle donne du travail aux ouvriers californiens ?

— Nous, socialistes, ne devons-nous pas dès maintenant étudier les modalités d'une autre croissance, nous permettant de réorienter les activités économiques vers la satisfaction des besoins populaires, sans que cette mutation se fasse aux dépens des travailleurs de la branche concernée ?

Ces remarques n'enlèvent rien aux progrès faits par « l'Unité » et à l'intérêt que je prends à sa lecture depuis plus d'un an. Recevez, chers camarades, mes encouragements socialistes. »
(CHRISTIAN TESSIER, 37200 Tours).

L'OURS

Chaque mois :
un Journal, un Cahier-Revue, des Etudes par correspondance.

Au sommaire du Cahier N° 47 :
L'expérience chilienne :
LE GOUVERNEMENT DE SALVADOR ALLENDE

Abonnement : 75 F par chèque bancaire ou C.C.P. (3 volets) à l'OURS, 86, rue de Lille 75007 PARIS

Au risque de vous plaire



Télévision

(sous réserve de modifications entraînées par les événements politiques)

VENDREDI 5 AVRIL

Le premier épisode d'un « feuilleton » pas comme les autres signé Rossellini : « Les actes des Apôtres » (15 h 15, ch. 2).

Claude Barma adapte Giono : « Le voyage en calèche », au temps de la « libération » de l'Italie du Nord par l'armée française..(20 h 35 ch 2).

Pierre Mendès France à l'émission Questionnaire (20 h 40, ch. 3).

« J'ai 2 ans » : un reportage sur la première enfance (21 h 40, ch. 1).

SAMEDI 6

« Les maladies du savoir-vivre » : la suite de l'entretien avec le Pr Trémolières (17 h 55, ch. 2).

Le poète-éditeur Pierre Seghers se raconte (20 h 30, ch. 1).

L'art latino-américain au Festival de Royan, présenté par Gérard Descotils et Jean Thévenot (14 h 30, France-Culture).

DIMANCHE 7

Encore une adaptation de Giono : « Le déserteur » (17 h 05, ch. 1).

« Tous en scène », un film de Minnelli — voir p. 17 (22 h 50, ch. 2).

LUNDI 8

Tout Fellini en un seul film, colossal : « Huit et demi » (20 h 35, ch. 3).

MERCREDI 10

Gilbert Bécaud et Arthur Rubinstein au Grand échiquier (20 h 35, ch. 1).

Une évocation du cardinal Liénart, avec Augustin Laurent, René Rémond et Eugène Descamps (20 h 40, ch. 3).

JEUDI 11

Au magazine 52 : la politique énergétique (20 h 40, ch. 3).



Cinéma

*** Pereira Dos Santos : Qu'il était bon, mon petit Français.**

Prendre le titre dans son acception alimentaire : c'est l'histoire féroce et drôle d'une tribu tupinamba brésilienne au XVIe siècle, que ses croyances contraignent à dévorer un prisonnier européen. Mais qui est le plus « sauvage », de ces Indiens brésiliens ou de leurs colonisateurs : les Français qui les dépouillent et les Portugais qui les massacrent ?

*** Michel Deville : Le mouton enragé.**

Comment un romancier raté métamorphose un employé timide et, le téléguidant, fait du « mouton » un parfait arriviste. Le thème était sans doute trop ambitieux pour le gentil Deville et son film devient vite parfaitement déplaisant.

*** Michel Soutter : L'escapade** (à partir de mercredi).

Entre le domicile des jeunes époux Trintignant-Marie Dubois et le Grand Hôtel des Rasses, le chassé-croisé de trois hommes et deux femmes. Le nouveau film du Suisse Soutter, mais toujours la veine de drôlerie chuchotée des « Arpenteurs » et un regard lucidement optimiste sur l'avenir du couple.

*** Jean-Charles Tachella : Voyage en Grande Tartarie.**

Parce que sa femme a été abattue par un dément qui s'amusait à tirer sur les passants dans la cour d'une H.l.m., un homme boucle ses valises et part à l'aventure pour visiter une dernière fois la Tartarie avant de se suicider. Dans le vocabulaire de la mythologie, la Tartarie, c'est l'Enfer. Ici, c'est la France : polluée, violentée, contestée. Avec des locataires surexcités, hache à la main, la télévision qui retransmet en direct les fusillades d'insurgés bretons, des voitures qui flambent parce que c'est samedi, et la mer pleine de goudron...



Expositions

PARIS

*** Grand Palais (entrée avenue de Selves) : Ossian.**

Publiés en 1765, les poèmes d'Ossian sont une des sources du romantisme.Les peintures et dessins illustrent ce mouvement à la jonction des XVIIIe et XIXe siècles : exaltations guerrières, la nature, la nuit.

*** Musée du Louvre (gratuit le dimanche) : « Copies, répliques, pastiches ».**

Ce ne sont pas des faux, mais des copies d'atelier, des œuvres signées plus tard par les maîtres, des répliques avec des variantes.

*** Orangerie des Tuileries : Juan Gris.**

1887-1927, Espagnol, rapide carrière accomplie en France, cubiste, perfectionniste. Rival de Picasso ?

*** Musée des Arts décoratifs (107, rue de Rivoli) : « Ils collectionnent ».**

Baroques, cocasses, étranges, banals, on peut additionner à l'infini des mots pour ces objets assemblés là pour le seul plaisir de l'objet : des rabots, des paniers d'osier, des enseignes...

*** Musée national d'Art moderne : Edvard Munch.**

Un visionnaire, méconnu. Ami de Mallarmé et Bonnard, il exposa pourtant souvent dans les salons parisiens.

*** La Demeure (6 place Saint-Sulpice, Paris 6e).**

Tapisseries de Mario Prassinos ; il suffit de pousser la porte pour jouer au client. De fort belles tapisseries qui valent plusieurs millions. L'entrée est libre !

PROVINCE

*** Clermont-Ferrand (Musée Bargoin) : Picasso.**

68 gravures de Picasso, son portrait par Man Ray.

*** Le Mans (Musée de Tessé).**

Exotisme ou ethnologie ? L'art populaire mexicain.

PHOTOGRAPHIE

*** Centre international de séjour (6, avenue Maurice Ravel, Paris 12e) : Roger Turqueti.**

Photos « bizarrographiques et nudesques ».

*** Librairie de Seine (93, rue de Seine, Paris 6e) : Bernard Descamps.**

Paysages tristes à la ville et à la campagne. Partout la solitude.

*** Musée de la photographie (91 Bièvres) : « La main ».**

Une suite thématique et expressionniste consacrée à la « plus belle prothèse de l'homme ».

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*60 F* ☐
normal d'un an à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement
au C.C.P. L'Unité ☐
3034980 La Source

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

l'unité

Rédaction : 5, rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION

Guy Perrimond, Serge Richard (rédacteurs en chef), Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Claude Fuzier, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Jacqueline Sorret, Maurice Séveno, Antoine Violet.

SECRETAIRE DE REDACTION-MAQUETTES

Nicole Chaillot.

AVEC LA COLLABORATION DE

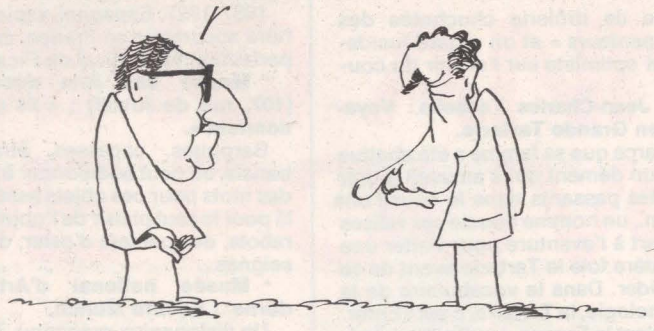
François-Régis Bastide, Pierre Bérégovoy, Roger Bordier, Pierre Bourgeade, Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Henri Delisle, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Emile Loo, François Mitterrand, Didier Motchane, Henri Noguères, Bernard Pingaud, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddéi.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé.
Publicité : Régie Publicitaire, 2 rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité.

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76-Yvetôt.

MAIS MONSIEUR NIXON ON PEUT PAS RETIRER NOS TROUPES D'EUROPE.



RETIREZ-LES J'AI DIT.



MAIS SI ON RETIRE NOS TROUPES ON VA HATER L'UNITE EUROPÉENNE MONSIEUR NIXON.



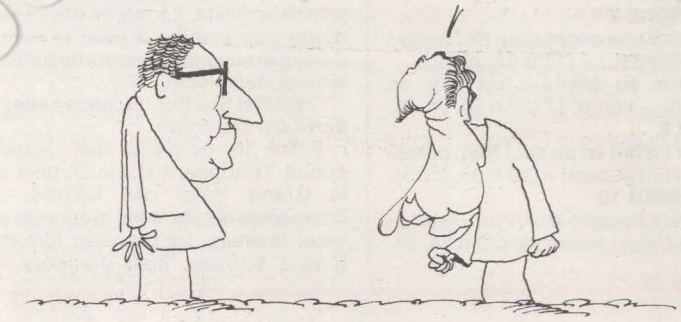
RETIREZ-LES



ET LES CHINOIS QUI VONT PAS ÊTRE CONTENTS QU'ON ROMPE L'ENCERCLEMENT DE L'URSS.



RETIREZ-LES



AVEZ-VOUS PENSÉ A LA RANCUNE DES RUSSES SI VOUS DESSERREZ L'ETAU AUTOUR DES DÉMOCRATIES POPULAIRES RENDANT AINSI LEUR PRÉSENCE MOINS NÉCESSAIRE DANS CES PAYS ?



RETIREZ-LES!



RETIREZ-LES
RETIREZ-LES
RETIREZ-LES



U.S. GO HOME!

